

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO ..... 15.000f 31.000f.				La ligne ..... 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f				Chaque annonce répétée... Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro ..... Année courante 600 f Année ant. 700f.				
	Par la poste : ..... Majoration de 130 f par numéro				Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81
	Journal légalisé ..... 900 f - Par la poste -				

### S O M M A I R E

#### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

2021

22 novembre . Loi n° 2021-37 portant seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021 ..... 1799

#### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

#### Loi n° 2021-37 du 22 novembre 2021 portant seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021

##### EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet porte sur la seconde loi de finances rectificative (LFR) que le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale au cours de cette année 2021, après la loi de finances n° 2021-29 du 05 juillet 2021.

Il n'est pas courant, même si les textes le prévoient, que le Sénégal initie deux LFR au cours de la même année. Mais c'est parce que la pandémie de la Covid-19, à laquelle tous les pays sont confrontés, continue de charrier une incertitude ainsi qu'une volatilité qui déjouent les meilleures prévisions. Or, la loi de finances est, avant tout un acte de prévision.

En effet, depuis près de deux ans, la propagation rapide du virus et la menace récurrente de nouvelles souches ont accru l'incertitude quant au temps nécessaire pour surmonter la pandémie.

A la date du 23 janvier 2020, 581 cas avaient été confirmés et 17 décès constatés, tous localisés en Asie et aux États-Unis. Le 18 octobre 2021, 241 115 929 cas ont été confirmés (dont 41% de malades et 57% de rétablis) dans plus de 170 pays, et plus de 4 904 248 personnes sont officiellement décédées de Covid-19.

Toutefois, on observe depuis peu un recul de la maladie, dans le sens d'une baisse à la fois des contaminations et de la létalité, sauf peut-être dans les pays de la zone Océanie qui sont sortis tardivement de la stratégie du « zéro Covid » (dont l'expérience a démontré le caractère illusoire) et qui misent désormais sur une accélération de la vaccination.

Pour notre pays, après une très virulente 3<sup>ème</sup> vague de covid-19 marquée par des records quotidiens de cas positifs et de décès (avec un record quotidien de 1722 nouvelles contaminations au Covid-19 et un taux de positivité avoisinant les 40%), la tendance à la baisse se consolide de jour en jour depuis plus d'un mois. Le taux de positivité au coronavirus est quasi nul se situant à 0,005% dans la deuxième quinzaine d'octobre.

C'est le résultat des réponses réactives de l'Etat pour endiguer la pandémie, des efforts soutenus et inlassables au quotidien des personnels médicaux et paramédicaux, mais aussi de l'attitude des populations. Notre système de santé a aussi tenu bon, permettant ainsi d'éviter le désastre humanitaire qui nous était promis.

Toutefois, la crise n'est pas encore derrière nous, raison pour laquelle le Gouvernement met plus que jamais l'accent sur la campagne de vaccination et invite les populations au respect des mesures barrières, d'hygiène et de salubrité.

Au 15 octobre 2021, 1.279.355 personnes avaient été vaccinées et cet effort sera intensifié, au prix d'une augmentation des doses disponibles ainsi que d'un renforcement de la communication.

Mais la guerre contre la pandémie n'est pas uniquement une affaire de personnel soignant, de lits d'hôpitaux et de vaccins. Elle se déroule sur plusieurs théâtres d'opérations dont l'un, qui n'est pas le moins important, est le champ économique, lequel a des répercussions directes sur les finances publiques.

Après une année de récession (-3,5% en 2020), l'économie mondiale a vite repris le chemin de la croissance : 5,6% prévus en 2021, un rebond exceptionnel porté par les grands pays (États-Unis : 8,6% ; Chine : 8,5% ; Inde : 11,5% ; Zone Euro : 4,2%).

Ce « miracle » est principalement dû à deux facteurs :

- \* d'un côté, la politique monétaire souple voire accommodante des banques centrales, qui a permis d'éviter l'effondrement de l'économie mondiale ;

- \* de l'autre, l'ampleur des plans de relance mis en œuvre par nombre de gouvernements, qui se traduisent par des investissements massifs et un soutien appuyé au pouvoir d'achat (l'exemple le plus patent étant représenté par les 1900 milliards de dollars du Plan BIDEN aux États-Unis adopté en février 2021).

En 2022, l'économie mondiale devrait croître de 4,7 %.

Une conséquence mécanique découle de cette embellie : il s'agit de l'augmentation de la demande de pétrole, surtout lorsque la reprise de l'activité est portée par les géants américain et chinois, dont les systèmes de production sont fortement tributaires de l'énergie. Or du côté de l'offre, le cartel OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) met tout en œuvre pour limiter la production et favoriser ainsi des prix élevés du baril.

A cela s'ajoute la prise de conscience des Etats, de la nécessité de recourir davantage aux énergies propres, face aux conséquences des dérèglements climatiques, qui menacent nos modes de vie et les écosystèmes.

Par conséquent, les compagnies investissent moins dans l'exploration et l'exploitation des gisements, mais aussi dans l'entretien et le développement des centrales et des raffineries, ce qui contribue à restreindre davantage l'offre.

Le Sénégal en paie le prix car son mix énergétique est, pour le moment, insuffisamment « décarboné », même si des avancées appréciables ont été réalisées avec près de 28% d'énergie renouvelable, d'énergie propre provenant de notre parc de production.

Or notre consommation d'électricité augmente rapidement : elle est passée de 2.326,78 mégawatts en 2012 à 3.895,36 mégawatts en 2020.

L'explication est simple :

- \* le PIB/habitant est passé de 656 265 FCFA en 2011 à 849 109 FCFA en 2020. Au même moment, le taux de pauvreté monétaire des ménages reculait de cinq points, passant de 42,8% en 2011 à 37,8% en 2018/2019. Très concrètement donc, l'augmentation des revenus des Sénégalais a entraîné une amélioration de leur niveau de vie et donc une hausse de leurs besoins énergétiques ;

- \* plus de 4231 villages ont accès à l'électricité en 2019, contre 1 648 villages en 2012, avec la volonté affichée du Gouvernement de favoriser l'accès universel à l'électricité d'ici 2024.

Les besoins en combustible de SENELEC au titre du quatrième trimestre de 2021 sont évalués à 34,9 milliards de FCFA, soit un besoin mensuel de 11,6 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Besoins en combustible de SENELEC : Octobre-Décembre 2021

Types de combustible	oct-21		nov-21		déc-21		TOTAL	
	Quantité (TM et m³)	Valeur (Mds FCFA)	Quantité (TM et m³)	Valeur (Mds FCFA)	Quantité (TM et m³)	Valeur (Mds FCFA)	Quantité (TM et m³)	Valeur (Mds FCFA)
Fuel Oil 380 BTS	1 200	0,3	1 200	0,3	1 200	0,3	3 600	1,0
Gasoil	2 000	0,7	2 000	0,7	1 500	0,6	5 500	2,0
Fuel Oil 380 HTS	32 000	8,6	30 000	8,0	30 000	8,0	92 000	24,6
<b>Cumul</b>	<b>35 200</b>	<b>9,6</b>	<b>33 200</b>	<b>9,1</b>	<b>32 700</b>	<b>8,9</b>	<b>101 100</b>	<b>27,7</b>
<b>Droits et taxes</b>		<b>2,5</b>		<b>2,4</b>		<b>2,3</b>		<b>7,2</b>
DD (5% valeur FO 380 HTS)		0,4		0,4		0,4		1,2
RS (1% valeur)		0,1		0,1		0,1		0,3
TVA (18% valeur)		1,7		1,6		1,6		5,0
Frais de Passage		0,2		0,2		0,2		0,6
TVA Frais de passage		0,0		0,0		0,0		0,1
<b>TOTAL TTC</b>		<b>12,2</b>		<b>11,5</b>		<b>11,3</b>		<b>34,9</b>

Sources: SAR et FSE

Cependant, bien que le pétrole et le gaz connaissent une flambée des prix, le Gouvernement a pris l'option de ne pas répercuter cette hausse sur le consommateur. Cette décision difficile est fondée sur deux paramètres :

1. la population vient de vivre deux années rendues particulièrement éprouvantes par la Covid-19, au cours desquelles son pouvoir d'achat et ses conditions de vie ont été soumis à rude épreuve. Alors que la maladie est loin d'avoir été éradiquée, ce n'est certainement pas le moment d'alourdir la facture d'électricité des ménages qui sortent fragilisés de la crise et qui tentent de retrouver une vie normale. Au contraire, il faut soutenir la demande ;

2. le même raisonnement vaut du côté de l'offre : l'activité économique repart à la hausse puisque la croissance est attendue à 5% en 2021, loin du 1,5% de 2020. Cette croissance étant portée par l'industrie, les services et le commerce, c'est-à-dire des secteurs gros consommateurs d'électricité, les entreprises verraient la reprise de leurs activités bridée si leur facture électrique augmentait trop vite, trop fort.

Pour ces raisons, le Gouvernement a décidé de maintenir sa politique de subvention des prix de l'électricité, tout en se gardant de sous-estimer ses conséquences négatives, en particulier le fardeau représenté pour les finances publiques (NB : 150 milliards de FCFA pour l'année pleine 2021, soit 1% du PIB) et l'effet d'éviction sur d'autres dépenses prioritaires.

Autrement dit, la hausse observée des prix de l'énergie à travers le monde entier fait partie des « effets secondaires » de la Covid-19. Pour réparer des systèmes économiques déstabilisés par la pandémie, ou plus simplement pour accélérer leur sortie de crise, les États se sont lancés dans des plans de relance, qui constituent de véritables chocs d'offre, et qui entraînent naturellement une hausse de la demande d'énergie, laquelle tire les prix vers le haut.

Face à cette situation et tenant compte des raisons évoquées ci-dessus, le Gouvernement s'oblige à budgétiser 35 milliards de FCFA supplémentaires pour conforter la compensation tarifaire en faveur de SENELEC.

Ce réajustement à lui seul suffirait à justifier la présente LFR, dans la mesure où les dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, prévoient que la loi de finances de l'année puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des trois hypothèses suivantes :

- o si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décret d'avances ou d'annulation de crédits ;
- o si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- o s'il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Mais il existe un autre facteur important qui motive le présent projet de LFR et qui constitue également un effet indirect de la pandémie Covid-19.

Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de faire recours aux droits de tirage spéciaux (DTS), pour répondre au besoin mondial à long terme de réserves, pour renforcer la confiance, et enfin pour aider les pays à faire face à la pandémie tout en soutenant la reprise économique.

C'est ainsi que la quote-part du Sénégal dans l'allocation des DTS lui a donné droit à 246,237 milliards de FCFA, acquis à des conditions financières très favorables avec un taux d'intérêt très faible de 0,05% et une maturité de 20 ans renouvelable.

Le Gouvernement a décidé de réserver une partie substantielle (50 milliards de FCFA) de cette allocation à la couverture d'une partie des besoins de financement pour 2022. Le reliquat, à savoir 196,237 milliards de FCFA, est constaté dans la présente LFR, pour servir la couverture de dépenses additionnelles urgentes et ponctuelles de santé et de protection sociale (54,1 milliards FCFA), ainsi qu'au soutien de la relance économique au travers de l'apurement des obligations impayées, particulièrement dans le secteur de l'énergie (68,605 milliards FCFA) et des BTP (18,330 milliards FCFA) ainsi que le financement de la recapitalisation de certains établissements bancaires (30 milliards FCFA).

Ce ne sont pas les seules ressources additionnelles qui modifient l'équilibre budgétaire et financier de la précédente LFR puisque 127,7 milliards FCFA de recettes fiscales supplémentaires sont attendues d'ici la fin de l'année, en raison des bonnes performances des administrations fiscale et douanière (+20 milliards FCFA), de la budgétisation des recettes d'un montant de 38,7 milliards FCFA issues de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE) et du Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD) et des recettes provenant de la convention de dettes croisées avec la Senelec pour un montant de 68,95 milliards FCFA.

En outre, toujours par rapport aux prévisions de la LFR n° 2021-29 du 05 juillet 2021, des économies de 9 milliards de francs seront réalisées au titre de la rémunération des agents de l'Etat en raison du nombre de mises en solde inférieur aux prévisions, de même que les intérêts payés sur le service de la dette baisseront de 12,7 milliards FCFA à la faveur des économies réalisées sur l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD).

Pour résumer, comparativement à la première LFR de 2021, qui était arrêtée en recettes à **3.170,4 milliards** de FCFA et en dépenses à **3.987,5 milliards** de FCFA, la présente LFR :

\* acte une hausse des recettes de **74,4 milliards** FCFA (2,3%), résultant principalement, d'une part, du rapatriement, dans le budget de l'Etat, des recettes affectées d'un montant global de **38,7 milliards** FCFA au titre de la CFCE et du Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes, et d'autre part, de la constatation des recettes comptabilisées dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de dettes croisées entre SENELEC et Etat (68,95 milliards FCFA). Toutefois, elle est atténuée par la baisse des dons budgétaires puisque le Sénégal, devenu pays à risque de dette modéré bas, n'est plus éligible à des dons de la Banque Mondiale qui étaient attendus à 48 milliards FCFA, mais plutôt à des prêts ;

\* constate également une hausse des dépenses de **224,4 milliards** de FCFA (+5,6%) expliquée par les dotations d'égale montant aux recettes affectées aux structures bénéficiaires, la prise en charge des dépenses d'électricité figurant dans la convention citée supra et des dépenses gagées sur l'allocation des DTS.

Dans le détail, les recettes se répartissent comme suit :

\* recettes fiscales : **2.691,4 milliards** de FCFA contre **2.564,5 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une hausse de **126,9 milliards** de FCFA ;

\* recettes non fiscales : **121,5 milliards** de FCFA, soit une baisse de 2,9% par rapport à la LFR 1 ;

\* recettes exceptionnelles : **60 milliards** de FCFA, niveau inchangé par rapport à la LFR 1 ;

\* dons en capital : **223 milliards** de FCFA contre **228 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une baisse de **5 milliards** de FCFA ;

\* dons budgétaires : **13 milliards** de FCFA contre **64 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une baisse de **51 milliards** de FCFA.

Quant aux dépenses du budget général, elles enregistrent une variation à la hausse de **224,4 milliards** de FCFA et se décomposent comme suit :

\* charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **309 milliards** FCFA contre **321,7 milliards** de FCFA par rapport à la LFR 1, soit une baisse de 12,7 milliards de FCFA ;

\* dépenses de personnel : **896 milliards** de FCFA, contre **904,9 milliards** de FCFA par rapport à la LFR 1, soit une baisse de **8,9 milliards** de FCFA ;

\* dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants : **1.279,8 milliards** de FCFA contre **1.099,9 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une hausse de **179,9 milliards** de FCFA ;

\* dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de **741 milliards** de FCFA à **817,1 milliards** de FCFA, soit une hausse de **76,1 milliards** de FCFA ;

\* dépenses en capital sur ressources externes : elles passent aussi de **784 milliards** de FCFA à **774 milliards** de FCFA dans la présente LFR, soit une baisse de **10 milliards** de FCFA.

Pour ce qui concerne les comptes spéciaux du Trésor, ils restent au même niveau (en recettes et en dépenses) de **136 milliards** de FCFA.

Le déficit budgétaire devrait se situer à 6,3% du PIB contre 5,4% programmé dans la LFR 1. Ainsi, le surcroît de déficit lié à l'utilisation des DTS a été limité à 0,9% du PIB pour soutenir l'amorce de la reprise économique.



Tableau 2 : Tableau d'équilibre de la LFR 2

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	ECART LFR 1/LFR 2	
<i>I. BUDGET GENERAL</i>			<i>VA</i>	<i>VR</i>
Recettes fiscales .....	2.564,5	2.691,4	126,9	4,9%
Recettes non fiscales .....	118,0	121,5	3,5	2,9%
Recettes exceptionnelles .....	60,0	60,0	-	0,0%
dont PPTE IADM .....				
FSE .....				
<b>Total recettes internes .....</b>	<b>2.742,5</b>	<b>2.872,9</b>	<b>130,3</b>	<b>4,8%</b>
Tirages sur Dons en capital (projet) .....	228,0	223,0	-5,0	-2,2%
Dons budgétaires .....	64,0	13,0	-51,0	-79,7%
<b>Total recettes externes .....</b>	<b>292,0</b>	<b>236,0</b>	<b>-56,0</b>	<b>-19,2%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.034,5</b>	<b>3.108,9</b>	<b>74,4</b>	<b>2,5%</b>
<b>RECETTES CST .....</b>			-	
Comptes affectation spéciale .....	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce .....	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts .....	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST .....</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES .....</b>	<b>3.170,4</b>	<b>3.244,8</b>	<b>74,4</b>	<b>2,3%</b>
Intérêts de la dette .....	321,7	309,0	-12,7	-4,0%
Dépenses de personnel .....	904,9	896,0	-8,9	-1,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants .....	1.099,9	1.279,8	179,9	16,4%
<b>Total dépenses courantes .....</b>	<b>2.326,5</b>	<b>2.484,8</b>	<b>158,3</b>	<b>6,8%</b>
Dépenses capital sur ress. internes .....	741,0	817,1	76,1	10,3%
Investissements sur ressources externes .....	784,0	774,0	-10,0	-1,3%
<b>Total dépenses d'investissement .....</b>	<b>1.525,0</b>	<b>1.591,1</b>	<b>66,1</b>	<b>4,3%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.851,5</b>	<b>4.075,9</b>	<b>224,4</b>	<b>5,8%</b>
Comptes affectation spéciale .....	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce .....	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts .....	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST .....</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	-	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES .....</b>	<b>3.987,5</b>	<b>4.211,8</b>	<b>224,4</b>	<b>5,6%</b>
<b>Solde budgétaire global .....</b>	<b>-817,0</b>	<b>-967,0</b>		
<b>% PIB Déficit .....</b>	<b>-5,%</b>	<b>-6,3%</b>		

Tel est l'objet du présent projet de seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021.

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du lundi 15 novembre 2021 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

### **TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

#### **A - Dispositions relatives aux ressources**

##### *Article premier modifié. - Prévision et autorisation des recettes du budget général*

I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2.872.850.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 236.000.000.000 FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3.108.850.000.000 FCFA.

##### *Article 2 modifié. - Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat*

I - Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à 2.117.900.000.000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour la couverture des besoins de financement.

II - Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

#### **B - Dispositions relatives aux charges**

##### **B.1 - BUDGET GENERAL**

##### *Article 5 modifié. - Les dépenses du budget général*

I - Les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4.075.850.000.000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : .....	309.000.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel : .....	896.000.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes : .....	1.279.750.000.000 FCFA
- Dépenses en capital : .....	1.591.100.000.000 FCFA

II - Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9.994.063.808.582 FCFA réparties par catégorie comme suit :

- Intérêts et commissions : .....	309.000.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel : .....	896.000.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes : .....	1.280.200.782.283 FCFA
- Dépenses en capital : .....	7.508.863.808.582 FCFA

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

##### **B.3 - LES CHARGES DE TRESORERIE**

##### *Article 11 modifié. - Évaluation des charges de trésorerie*

Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à un montant de 2.117.900.000.000 FCFA.

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE  
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

**Article 12. - Équilibre budgétaire et financier**

I - Pour la seconde loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	ECART LFR 1/LFR 2	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>			<b>VA</b>	<b>VR</b>
Recettes fiscales .....	2.564,5	2.691,4	126,9	4,9%
Recettes non fiscales .....	118,0	121,5	3,5	2,9%
Recettes exceptionnelles .....	60,0	60,0	-	0,0%
dont PPTE IADM .....				
FSE .....				
<b>Total recettes internes .....</b>	<b>2.742,5</b>	<b>2.872,9</b>	<b>130,3</b>	<b>4,8%</b>
Tirages sur Dons en capital (projet) .....	228,0	223,0	-5,0	-2,2%
Dons budgétaires .....	64,0	13,0	-51,0	-79,7%
<b>Total recettes externes .....</b>	<b>292,0</b>	<b>236,0</b>	<b>-56,0</b>	<b>-19,2%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.034,5</b>	<b>3.108,9</b>	<b>74,4</b>	<b>2,5%</b>
<b>RECETTES CST .....</b>			-	
Comptes affectation spéciale .....	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce .....	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts .....	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST .....</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES .....</b>	<b>3.170,4</b>	<b>3.244,8</b>	<b>74,4</b>	<b>2,3%</b>
Intérêts de la dette .....	321,7	309,0	-12,7	-4,0%
Dépenses de personnel .....	904,9	896,0	-8,9	-1,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants .....	1.099,9	1.279,8	179,9	16,4%
<b>Total dépenses courantes .....</b>	<b>2.326,5</b>	<b>2.484,8</b>	<b>158,3</b>	<b>6,8%</b>
Dépenses capital sur ress. internes .....	741,0	817,1	76,1	10,3%
Investissements sur ressources externes .....	784,0	774,0	-10,0	-1,3%
<b>Total dépenses d'investissement .....</b>	<b>1.525,0</b>	<b>1.591,1</b>	<b>66,1</b>	<b>4,3%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3.851,5</b>	<b>4.075,9</b>	<b>224,4</b>	<b>5,8%</b>
Comptes affectation spéciale .....	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce .....	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts .....	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST .....</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES .....</b>	<b>3.987,5</b>	<b>4.211,8</b>	<b>224,4</b>	<b>5,6%</b>
<b>Solde budgétaire global .....</b>	<b>-817,0</b>	<b>-967,0</b>		
<b>% PIB Déficit .....</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-6,3%</b>		

II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2.117.900.000.000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 13 modifié. - *Approbation du tableau de financement*

Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur.

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFR 2021	LFR 2 2021	ECART LFR 1/LFR 2	
Amortissement de la dette .....	557,1	557,1	-	-
Financement déficit .....	817,0	967,0	150,0	18,4%
Rachat Eurobonds .....	508,5	508,5	-	0,0%
Déficit OPEX .....	30,0	30,0	-	0,0%
Autres Opérations de financement .....		55,3	55,3	
<i>Participations financières</i> .....		38,5	38,5	
<i>Crédit hôtelier</i> .....		15,0	15,0	
<i>Ligne de financement (FONGIP)</i> .....		1,8	1,8	
<b>Total remboursement</b> .....	1.912,6	2.117,9	205,3	10,7%
Couverture du besoin de financement				
Emprunts projets .....	556,0	551	-5,0	-0,9%
Emprunts programmes .....	292,0	292,0	-	0,0%
Autres emprunts .....	1.064,6	1.079	14,0	1,3%
DTS .....		196,2	196,2	
<b>Total tirages</b> .....	1.912,6	2.117,9	205,3	10,7%
<b>Déficit</b> .....	-817,0	-967,0	-150,0	18,4%
<b>PIB</b> .....	14.999,0	15.280,9		
<b>Déficit</b> .....	-5,4%	-6,3%		

## DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

### TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

#### A. 1 Programmes du Budget général

##### Article 14 modifié. - Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 9.183.219.103.447 FCFA et 3.303.959.461.841 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

#### B - CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

##### Article 16 modifié. - Dotations des institutions

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 185.426.496.401 FCFA et 150.972.329.425 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses.

##### Article 17 modifié. - Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 316.418.208.734 FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 311.918.208.734 FCFA conformément à l'annexe III.

#### A. 3 - Dotation intérêts de la dette publique

##### Article 18 modifié. - Charges financières de la dette

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 309.000.000.000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses.

### TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES

#### Article 19. - Disposition relative au PROMAD

Il est institué au titre du PROMAD, un prélèvement au taux de 3%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion aussi des régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des Investissements.

#### Article 20. - Ratification d'un décret d'avance

Est ratifié le décret n° 2021-1164 du 15 septembre 2021 portant ouverture de crédits supplémentaires dans le budget général de l'Etat au titre de 2021.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 22 novembre 2021.

Macky SALL

# **ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE**

*En millions de FCFA*

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2/2021/ LFR1 2021	TAUX ECART
<b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>				0	
<b>Paragraphe 0711</b> - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	316 695 186	305 074 277	292 200 018	-12 874 259	-4,22%
<b>Paragraphe 0712</b> - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	459 300 00	49 720 709	12,14%
<b>Paragraphe 0713</b> - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	51 999 982	2 499 982	5,05%
<b>Paragraphe 0714</b> - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	0	
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS</b>	<b>739 009 934</b>	<b>764 153 568</b>	<b>803 500 000</b>	<b>39 346 432</b>	<b>5,15%</b>
<b>Paragraphe 0715</b> - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	1 247 092 246	7 820 998	0,63%
<b>Paragraphe 0716</b> - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	123 200 000	71 029 272	136,15%
<b>Paragraphe 0717</b> - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-1,99%
<b>Paragraphe 0718</b> : Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	0	
<b>Paragraphe 0719</b> - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 980 002	192 257 754	15 277 750	8,63%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)</b>	<b>1 825 481 969</b>	<b>1 800 338 333</b>	<b>1 887 850 000</b>	<b>87 511 665</b>	<b>4,86%</b>
<b>071-TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>2 564 491 903</b>	<b>2 564 491 903</b>	<b>2 691 350 000</b>	<b>126 858 098</b>	<b>4,95%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>				0	
<b>Paragraphe 0721</b> - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	64 700 000	-3 031 775	-4,48%
<b>Paragraphe 0722</b> - Droits et frais administratifs	0	0	0	0	
<b>Paragraphe 0723</b> - Amendes et Condamnations pécuniaires	0	0	0	0	
<b>Paragraphe 0724</b> - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	47 000 000	3 932 966	9,13%
<b>Paragraphe 0729</b> - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	9 800 000	2 564 680	35,45%
<b>072-TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>133 534 130</b>	<b>118 034 130</b>	<b>121 500 000</b>	<b>3 465 870</b>	<b>2,94%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>2 698 026 032</b>	<b>2 682 526 030</b>	<b>2 812 850 000</b>	<b>130 323 968</b>	<b>4,86%</b>
<b>075-RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,0%
<b>729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)</b>	0	0	0	0	
<b>14 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN</b>	0	0	0	0	
<b>016 - EMPRUNTS PROGRAMMES</b>	0	0	0	0	
<b>0176 - AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS</b>	0	0	0	0	
<b>017 - AUTRES EMPRUNTS****</b>	0	0	0	0	
<b>TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14 - 16 et 17)</b>	<b>2 758 026 032</b>	<b>2 742 526 032</b>	<b>2 872 850 000</b>	<b>130 323 968</b>	<b>4,75%</b>
<b>012 - DONS PROJETS ET LEGS</b>	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%
<b>074 - DONS PROGRAMMES</b>	64 000 000	64 000 000	13 000 000	-51 000 000	-79,69%
<b>017-AUTRES EMPRUNTS</b>	0	0	0	0	
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15, 17 et 74)</b>	<b>332 000 000</b>	<b>292 000 000</b>	<b>236 000 000</b>	<b>-56 000 000</b>	<b>-19,18%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090 026 032</b>	<b>3 034 526 032</b>	<b>-3 108 850 000</b>	<b>74 323 968</b>	<b>2,45%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>135 950 000</b>	<b>135 950 000</b>	<b>135 950 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b>	<b>3 225 976 032</b>	<b>3 170 429 030</b>	<b>3 244 800 000</b>	<b>74 370 970</b>	<b>2,35%</b>



## ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART								
			AE		CP		AE		CP		AE		CP						
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%							
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)																	
		Dépenses ordinaires	1 Charges financières de la dette	321 740 000 000		321 740 000 000		309 000 000 000		309 000 000 000		-12 740 000 000		-4,0		-12 740 000 000		-4,0	
			2 Dépenses de personnel	904 900 000 000		904 900 000 000		896 000 000 000		896 000 000 000		-8 900 000 000		-1		-8 900 000 000		-1	
			3 Acquisition de biens et services	322 607 327 882		322 407 327 882		379 835 693 001		379 635 693 001		57 228 365 119		17,7		57 228 365 119		17,8	
			4 Transferts courants	777 702 672 118		777 452 672 118		900 364 306 999		900 114 306 999		122 661 634 881		15,8		122 661 634 881		15,8	
		TOTAL	2 326 950 000 000		2 326 500 000 000		2 485 200 000 000		2 484 750 000 000		158 250 000 000		6,8		158 250 000 000		6,8		
	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 526 231 466 760		193 579 411 247		1 494 340 431 661		152 702 459 757		-31 891 035 099		-2,1		-40 876 951 490		-21,1		
		6 Transferts en capital	919 679 653 068		547 420 588 753		1 036 556 604 558		664 397 540 243		116 876 951 490		12,7		116 976 951 490		21,4		
			TOTAL	2 445 911 119 828		741 000 000 000		2 530 897 036 219		817 100 000 000		84 985 916 391		3,5		76 100 000 000		10,3	
		TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)	4 772 861 119 828		3 067 500 000 000		5 016 097 036 219		3 301 850 000 000		243 235 916 391		5,1		234 350 000 000		7,6		
Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	906 697 782 131		225 481 986 108		901 697 782 131		220 481 986 108		-5 000 000 000		-0,6		-5 000 000 000		-2,2	
			6 Transferts en capital	2 518 013 892		2 518 013 892		2 518 013 892		2 518 013 892		0		0		0		0	
				TOTAL	909 215 796 023		228 000 000 000		904 215 796 023		223 000 000 000		-5 000 000 000		-0,5		-5 000 000 000		-2,2
				TOTAL DON OU SUBVENTION	909 215 796 023		228 000 000 000		904 215 796 023		223 000 000 000		-5 000 000 000		-0,5		-5 000 000 000		-2,2
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 078 750 976 340		556 000 000 000		4 073 750 976 340		551 000 000 000		-5 000 000 000		-0,1		-5 000 000 000		-0,9
				TOTAL	4 078 750 976 340		556 000 000 000		4 073 750 976 340		551 000 000 000		-5 000 000 000		-0,1		-5 000 000 000		-0,9
			TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	4 078 750 976 340		556 000 000 000		4 073 750 976 340		551 000 000 000		-5 000 000 000		-0,1		-5 000 000 000		-0,9	
		Total Ressources extérieures	4 987 966 772 363		784 000 000 000		4 977 966 772 363		774 000 000 000		-10 000 000 000		-0,2		-10 000 000 000		-1,3		
		Total Budget Budget général	9 760 827 892 191		3 851 500 000 000		9 994 063 808 582		4 075 850 000 000		233 235 916 391		2,4		224 350 000 000		5,8		

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)									
		Dépenses ordinaires	617 800 000	617 800 000	617 800 000	617 800 000	0	0	0	0	
		2 Dépenses de personnel									
		3 Acquisition de biens et services	830 700 000	830 700 000	807 200 000	807 200 000	-23 500 000	-2,8	-23 500 000	-2,8	
		4 Transferts courants	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	0	0	0	0	
		TOTAL	113 588 500 000	113 588 500 000	113 565 000 000	113 565 000 000	-23 500 000	0	-23 500 000	0	
		Dépenses en capital	22 361 500 000	22 361 500 000	22 385 000 000	22 385 000 000	23 500 000	0,1	23 500 000	0,1	
TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)		22 361 500 000	22 361 500 000	22 385 000 000	22 385 000 000	23 500 000	0,1	23 500 000	0,1		
TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)		135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	0	0	0	0		
Total Ressources internes		135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	0	0	0	0		
Total Ressources internes		135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	0	0	0	0		
Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor		9 896 777 892 191	3 987 450 000 000	10 130 013 808 582	4 211 800 000 000	233 235 916 391	2,4	224 350 000 000	5,6		
TOTAL GENERAL											



## ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	321 740 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	309 000 000 000	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000
	Total Prog. 0001		321 740 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	309 000 000 000	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000
	Total Section 10		321 740 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	309 000 000 000	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000
	21 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	9 681 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	7 238 521 940	7 238 521 940	6 717 067 473	6 717 067 473	-521 454 467	-7,2	-521 454 467
22 Assemblée Nationale		4 Transferts courants	37 341 984 078	37 341 984 078	46 705 233 985	46 705 233 985	9 363 249 907	25,1	9 363 249 907
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 760 000 000	1 110 000 000	1 650 000 000	0	-110 000 000	-6,3	-110 000 000
		6 Transferts en capital	29 185 413 545	13 266 842 829	27 472 064 092	11 553 493 376	-1 713 349 453	-5,9	-1 713 349 453
	Total Prog. 0002		85 207 260 123	85 207 260 123	92 225 706 110	74 657 135 394	7 018 445 987	8,2	7 018 445 987
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0
24 Conseil Economique Social et Environnemental		3 Acquisition de biens et services	357 200 000	357 200 000	357 200 000	357 200 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0
	Total Prog. 0001		500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0
	Total Section 21		85 707 260 123	85 707 260 123	92 725 706 110	75 157 135 394	7 018 445 987	8,2	7 018 445 987
	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	16 095 015 137	16 095 015 137	16 269 315 137	16 269 315 137	174 300 000	1,1	174 300 000
22 Assemblée Nationale		5 Transferts en capital	8 315 171 359	2 946 447 518	8 315 171 359	2 946 447 518	0	0	0
	Total Prog. 0003		24 410 186 496	24 410 186 496	24 584 486 496	19 215 762 655	174 300 000	0,7	174 300 000
	Total Section 22		24 410 186 496	24 410 186 496	24 584 486 496	19 215 762 655	174 300 000	0,7	174 300 000
	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	2 Dépenses de personnel	43 206 000	43 206 000	43 206 000	43 206 000	0	0	0
		4 Transferts courants	7 141 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284	0	0	0
24 Conseil Economique Social et Environnemental		5 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 0005		7 184 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	0	0	0
	Total Section 24		7 184 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	0	0	0

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6			
			Ressources internes et ressources externes		ECART			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	540 122 400	540 122 400	0	0	0	0
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 0006	1 290 122 400	1 290 122 400	0	0	0	0
	Total Section 25		1 290 122 400	1 290 122 400	0	0	0	0
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 014 240 000	1 014 240 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 0007	2 064 240 000	2 064 240 000	0	0	0	0
	Total Section 27		2 064 240 000	2 064 240 000	0	0	0	0
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	1 560 614 920	1 560 614 920	0	0	0	0
		4 Transferts courants	4 163 453 695	4 163 453 695	0	0	0	0
		5 Transferts en capital	3 586 029 962	1 899 157 543	0	0	0	0
	Total Prog. 0008		9 310 098 577	7 623 226 158	0	0	0	0
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	2 Dépenses de personnel	14 546 000	14 546 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	6 100 000 000	6 100 000 000	0	0	0	0
		5 Transferts en capital	12 980 000 000	3 300 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 0013		19 094 546 000	19 094 546 000	0	0	0	0
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	2 Dépenses de personnel	19 094 546 000	19 094 546 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 534 606 980	4 534 606 980	0	0	0	0
		4 Transferts courants	4 147 716 214	4 147 716 214	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 727 806 496	7 833 015 930	0	0	0	0
		5 Transferts en capital	6 135 000 000	6 135 000 000	0	0	0	0
					68 905 482	1,7	68 905 482	1,7
					650 000 000	9,7	650 000 000	9,7
					-93 000 568	-1,2	-243 000 568	-3,1
					-331 000 000	-5,4	-331 000 000	-5,4



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	Total Prog. 0009	29 378 145 620	29 378 145 620	29 673 050 534	29 523 050 534	294 904 914	1,0	144 904 914
									0,5
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Total Section 30		29 378 145 620	29 378 145 620	29 673 050 534	29 523 050 534	294 904 914	1,0	144 904 914
									0,5
2001 Coopération bilatérale et multilatérale	Total Prog. 1001		13 954 042 661	13 954 042 661	13 645 423 976	12 514 957 615	-308 618 685	-2,2	-362 103 917
									-2,6
									0
2002 Promotion de la Diplomatie économique	Total Prog. 2001		74 628 859 431	74 628 859 431	76 834 121 690	53 094 121 692	2 205 262 259	3,0	2 205 262 259
									3,0
									0
2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	Total Prog. 2002		104 819 142	104 819 142	104 135 780	104 135 780	-683 362	-0,7	-683 362
									-0,7
									0
5 Investissements exécutés par l'Etat	Total Prog. 2003		462 222 222	462 222 222	462 424 830	129 561 008	202 608	0	-10 438 992
									-7,5

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits					
			AE	CP		AE	CP				
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	3 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000		1 450 000 000	1 450 000 000	500 000 000	52,6	500 000 000	52,6
		Total Prog. 2003	2 373 445 014	2 373 445 014		2 873 647 622	2 540 783 800	500 202 608	21,1	489 561 008	20,6
		91 061 166 248	65 921 962 899		93 457 329 068	68 253 998 887	2 396 162 820	2,6	2 332 035 988	3,5	
		2 913 915 210	2 913 915 210		2 913 915 210	2 913 915 210	0	0	0	0	
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	2 833 488 677	2 833 488 677		2 908 120 695	2 908 120 695	74 632 018	2,6	74 632 018	2,6
		4 Transferts courants	3 510 000 000	3 510 000 000		3 820 900 000	3 820 900 000	310 900 000	8,9	310 900 000	8,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 050 000 000	1 650 000 000		7 050 000 000	1 650 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	3 234 000 000	3 234 000 000		5 434 000 000	5 434 000 000	2 200 000 000	68,0	2 200 000 000	68,0
		Total Prog. 1002	19 541 403 887	19 541 403 887		22 126 935 905	16 726 935 905	2 585 532 018	13,2	2 585 532 018	13,2
		2 Dépenses de personnel	74 360 680 001	74 360 680 001		74 360 680 001	74 360 680 001	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	35 158 295 103	35 158 295 103		36 703 073 675	36 703 073 675	1 544 778 572	4,4	1 544 778 572	4,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	25 500 012 720	18 947 175 805		25 298 233 919	18 945 197 008	-201 778 801	-0,8	-1 978 801	0
		6 Transferts en capital	58 340 295 952	27 666 295 952		60 840 295 952	30 166 295 952	2 500 000 000	4,3	2 500 000 000	9,0
		Total Prog. 2005	193 359 283 776	193 359 283 776		197 202 283 547	160 175 246 636	3 842 999 771	2,0	4 042 799 771	2,1
2006 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	49 836 966 232	49 836 966 232		49 836 966 232	49 836 966 232	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	18 000 422 288	18 000 422 288		18 550 719 751	18 550 719 751	550 297 463	3,1	550 297 463	3,1	
	4 Transferts courants	470 000 000	470 000 000		470 000 000	470 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	33 963 449 898	7 011 655 000		33 463 159 898	6 011 365 000	-500 290 000	-1,5	-1 000 290 000	-14,3	
	6 Transferts en capital	34 616 955 147	11 727 750 000		38 980 354 147	16 091 149 000	4 363 399 000	12,6	4 363 399 000	37,2	
3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	Total Prog. 2008	136 887 793 565	136 887 793 565		141 301 200 028	90 960 199 983	4 413 406 463	3,2	3 913 406 463	2,9
		150 000 000	150 000 000		150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
		150 000 000	150 000 000		150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
Total Section 32			349 938 481 228	257 470 644 272		360 780 419 480	268 012 382 524	10 841 938 252	3,1	10 541 738 252	4,1



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 712 843 809	1 712 843 809	1 680 343 809	1 680 343 809	-32 500 000	-1,9	-32 500 000	-1,9	
		5 Investissements exécutés par l'Elat	13 889 447 460	1 244 447 460	13 888 801 364	674 633 984	-646 096	0	-569 813 476	-45,8	
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1003	17 521 307 269	17 521 307 269	17 488 161 173	4 273 993 793	-33 146 096	-0,2	-602 313 476	-3,4	
		2 Dépenses de personnel	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	0	0	0	0	
	2009 Sécurité publique	3 Acquisition de biens et services	8 152 662 688	8 152 662 688	8 187 655 278	8 187 655 278	34 992 590	0,4	34 992 590	0,4	
		4 Transferts courants	13 638 000 000	13 638 000 000	15 228 350 000	15 228 350 000	1 590 350 000	11,7	1 590 350 000	11,7	
		5 Investissements exécutés par l'Elat	57 857 922 227	2 577 788 655	58 227 412 046	2 947 278 474	369 489 819	0,6	369 489 819	0,6	
		6 Transferts en capital	70 323 377 447	7 250 000 000	72 123 377 447	9 050 000 000	1 800 000 000	2,6	1 800 000 000	2,6	
		Total Prog. 2009	190 679 894 530	190 679 894 530	194 474 726 939	76 121 215 920	3 794 832 409	2,0	3 794 832 409	2,0	
2010 Sécurité civile		2 Dépenses de personnel	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 618 174 414	3 618 174 414	3 619 174 414	3 619 174 414	1 000 000	0	1 000 000	0	
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Elat	49 824 805 434	6 736 030 744	49 822 515 191	6 733 740 501	-2 290 243	0	-2 290 243	0	
		6 Transferts en capital	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	0	0	0	0	
		Total Prog. 2010	82 248 175 790	82 248 175 790	82 246 885 547	39 158 110 857	-1 290 243	0	-1 290 243	0	
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 640 927 077	2 640 927 077	2 699 750 589	2 699 750 589	58 823 512	2,2	58 823 512	2,2	
		4 Transferts courants	0	0	4 542 602 182	4 542 602 182	4 542 602 182	0	4 542 602 182	0	
		5 Investissements exécutés par l'Elat	10 706 952 300	168 952 300	10 748 187 082	210 187 082	41 234 782	0,4	41 234 782	0,4	

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	2011 Administration territoriale	Total Prog. 2011	18 031 721 377	18 031 721 377	22 674 381 853	12 136 381 853	4 642 660 476	25,7	4 642 660 476	25,7
	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	173 716 000	173 716 000	173 716 000	173 716 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 466 782 500	3 466 782 500	3 178 782 500	3 178 782 500	-288 000 000	-8,3	-288 000 000	-8,3
		4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	0	0	0	0
		5 Transferts en capital	10 500 000 000	0	10 500 000 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2012	16 434 498 500	16 434 498 500	16 146 498 500	5 646 498 500	-288 000 000	-1,8	-288 000 000	-1,8
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
	Total Section 33		325 115 597 466	125 990 311 757	333 230 654 012	137 536 200 923	8 115 056 546	2,5	7 545 889 166	5,8
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	780 901 483	780 901 483	868 794 281	868 794 281	87 892 798	11,3	87 892 798	11,3
		4 Transferts courants	3 467 000 000	3 467 000 000	5 710 000 000	5 710 000 000	2 243 000 000	64,7	2 243 000 000	64,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 874 524 899	878 112 477	2 885 311 975	888 899 552	10 787 076	0,4	10 787 075	1,2
		6 Transferts en capital	25 100 000 000	25 100 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-0,4
	2014 Justice judiciaire	Total Prog. 1004	33 317 739 382	33 317 739 382	35 559 419 256	33 563 006 833	2 241 679 874	6,7	2 241 679 873	6,7
		2 Dépenses de personnel	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 694 251 901	1 694 251 901	1 698 351 901	1 698 351 901	4 100 000	0,2	4 100 000	0,2
		4 Transferts courants	860 000 000	860 000 000	960 000 000	960 000 000	100 000 000	11,6	100 000 000	11,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 976 742 060	163 899 456	5 076 726 646	263 884 042	99 984 586	2,0	99 984 586	61,0
		Total Prog. 2014	24 563 545 934	24 563 545 934	24 767 630 520	19 954 787 916	204 084 586	0,8	204 084 586	0,8



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget				Source de financement		Catégories de dépense						
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6						
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART			
			AE		CP	AE		CP	AE			
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 212 356 000		1 212 356 000	1 212 356 000		0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	1 116 432 634		1 116 432 634	1 116 432 634		0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Elat	139 024 146		139 024 146	254 024 146		115 000 000	82,7	82,7		
		Total Prog. 2015	2 467 812 780		2 467 812 780	2 582 812 780		115 000 000	4,7	4,7		
		2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	7 538 999 000		7 538 999 000	7 538 999 000		0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	5 580 695 995		5 580 695 995	5 580 695 995		0	0	0		
		4 Transferts courants	316 000 000		316 000 000	316 000 000		0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Elat	13 199 275 997		4 809 725 616	4 808 945 616		-780 000		0		
		6 Transferts en capital	100 000 000		100 000 000	100 000 000		0	0	0		
		Total Prog. 2016	26 734 970 992		26 734 970 992	18 344 640 611		-780 000		0		
2100 Bonne gouvernance et Droits humains		2 Dépenses de personnel	188 226 000		188 226 000	188 226 000		0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	444 886 887		444 886 887	423 696 187		-21 192 700	-4,8	-4,8		
		4 Transferts courants	155 000 000		155 000 000	155 000 000		0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Elat	1 509 042 348		1 509 042 348	1 509 024 848		-17 500		0		
		Total Prog. 2100	2 297 157 235		2 297 157 235	2 275 947 035		-21 210 200	-0,9	-0,9		
	Total Section 34		89 381 226 323		74 182 420 916	91 920 760 593		2 539 554 260	2,8	2 538 774 259	3,4	
		1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	497 701 000		497 701 000	497 701 000		0	0	0	
			3 Acquisition de biens et services	584 596 183		584 596 183	754 596 183		170 000 000	29,1	170 000 000	29,1
			5 Investissements exécutés par l'Elat	0		0	0		0	0	0	0
			Total Prog. 1005	1 082 297 183		1 082 297 183	1 252 297 183		170 000 000	15,7	170 000 000	15,7
2017 Fonction publique	2 Dépenses de personnel		1 142 400 643		1 142 400 643	1 142 400 643		0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	662 848 718		662 848 718	632 848 718		-30 000 000	-4,5	-30 000 000	-4,5		

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**

**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)		Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
		Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2017 Fonction publique		4 Transferts courants	535 000 000	535 000 000	500 000 000	500 000 000	-35 000 000	-6,5	-35 000 000	-6,5
			5 Investissements exécutés par l'Etat	515 139 600	515 139 600	511 891 201	511 891 201	-3 248 399	-0,6	-3 248 399	-0,6
			<b>Total Prog. 2017</b>	<b>2 855 388 961</b>	<b>2 855 388 961</b>	<b>2 787 140 562</b>	<b>2 787 140 562</b>	<b>-68 248 399</b>	<b>-2,4</b>	<b>-68 248 399</b>	<b>-2,4</b>
	2018 Renouveau du service public		2 Dépenses de personnel	94 204 000	94 204 000	94 204 000	94 204 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	159 070 281	159 070 281	-95 000 000	-37,4	-95 000 000	-37,4
37 Ministère du travail, du dialogue social et des relations avec les Institutions			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 073 000 000	1 073 000 000	770 502 583	770 502 583	-302 497 417	-28,2	-302 497 417	-28,2
			<b>Total Prog. 2018</b>	<b>1 421 274 281</b>	<b>1 421 274 281</b>	<b>1 023 776 864</b>	<b>1 023 776 864</b>	<b>-397 497 417</b>	<b>-28,0</b>	<b>-397 497 417</b>	<b>-28,0</b>
	<b>Total Section 35</b>			<b>5 358 960 425</b>	<b>5 358 960 425</b>	<b>5 063 214 609</b>	<b>5 063 214 609</b>	<b>-295 745 816</b>	<b>-5,5</b>	<b>-295 745 816</b>	<b>-5,5</b>
	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 Dépenses de personnel	448 931 207	448 931 207	448 931 207	448 931 207	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	540 662 166	540 662 166	745 662 166	745 662 166	205 000 000	37,9	205 000 000	37,9
2019 Gouvernance du marché du travail			4 Transferts courants	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
			<b>Total Prog. 1006</b>	<b>1 989 593 373</b>	<b>1 989 593 373</b>	<b>2 344 593 373</b>	<b>2 344 593 373</b>	<b>355 000 000</b>	<b>17,8</b>	<b>355 000 000</b>	<b>17,8</b>
			2 Dépenses de personnel	882 932 000	882 932 000	882 932 000	882 932 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	1 054 441 956	1 054 441 956	800 569 463	800 569 463	-253 872 493	-24,1	-253 872 493	-24,1
2107 Protection sociale des travailleurs			4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	750 000 000	750 000 000	-200 000 000	-21,1	-200 000 000	-21,1
			<b>Total Prog. 2019</b>	<b>2 887 373 956</b>	<b>2 887 373 956</b>	<b>2 433 501 463</b>	<b>2 433 501 463</b>	<b>-453 872 493</b>	<b>-15,7</b>	<b>-453 872 493</b>	<b>-15,7</b>
			2 Dépenses de personnel	69 406 000	69 406 000	69 406 000	69 406 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	142 599 492	142 599 492	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2107</b>			<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 37</b>				<b>5 088 972 821</b>	<b>5 088 972 821</b>	<b>4 990 100 328</b>	<b>4 990 100 328</b>	<b>-98 872 493</b>	<b>-1,9</b>	<b>-98 872 493</b>	<b>-1,9</b>



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	1003 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	717 101 792	717 101 792	717 101 792	717 101 792	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	134 480 162	134 480 162	137 452 655	137 452 655	2 972 493	2,2	2 972 493	2,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	242 000 000	242 000 000	241 961 400	241 961 400	-38 600	0	-38 600	0
		<b>Total Prog. 1008</b>	<b>1 093 581 954</b>	<b>1 093 581 954</b>	<b>1 096 515 847</b>	<b>1 096 515 847</b>	<b>2 933 893</b>	<b>0,3</b>	<b>2 933 893</b>	<b>0,3</b>
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	329 350 887	329 350 887	329 350 887	329 350 887	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 094 512 000	1 094 512 000	993 832 000	993 832 000	-100 680 000	-9,2	-100 680 000	-9,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 099 174 551	8 113 165 238	18 739 156 052	6 699 892 155	-360 018 499	-1,9	-1 413 273 083	-17,4
		6 Transferts en capital	2 540 233 416	2 540 233 416	2 340 233 416	2 340 233 416	-200 000 000	-7,9	-200 000 000	-7,9
2024 Economie Maritime		<b>Total Prog. 2023</b>	<b>24 086 485 854</b>	<b>24 086 485 854</b>	<b>23 425 787 355</b>	<b>11 386 523 458</b>	<b>-660 698 499</b>	<b>-2,7</b>	<b>-1 713 953 063</b>	<b>-7,1</b>
		2 Dépenses de personnel	22 032 000	22 032 000	22 032 000	22 032 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	40 754 226	40 754 226	40 754 226	40 754 226	0	0	0	0
		4 Transferts courants	7 359 537 612	7 359 537 612	7 509 537 612	7 509 537 612	150 000 000	2,0	150 000 000	2,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	80 104 500 000	16 600 000 000	80 395 992 571	16 891 492 571	291 492 571	0,4	291 492 571	1,6
		6 Transferts en capital	78 602 467 750	5 131 000 000	78 719 182 095	5 247 714 345	116 714 345	0,1	116 714 345	2,3
		<b>Total Prog. 2024</b>	<b>166 129 291 588</b>	<b>166 129 291 588</b>	<b>166 687 498 504</b>	<b>29 711 530 754</b>	<b>558 206 916</b>	<b>0,3</b>	<b>558 206 916</b>	<b>0,3</b>
3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)		2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	174 000 000	174 000 000	-23 500 000	-11,9	-23 500 000	-11,9
		4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	197 500 000	197 500 000	221 000 000	221 000 000	23 500 000	11,9	23 500 000	11,9
		<b>Total Prog. 3004</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 40</b>		<b>192 609 359 396</b>	<b>44 647 382 333</b>	<b>192 509 801 706</b>	<b>43 494 570 059</b>	<b>-99 557 690</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1 152 812 274</b>	<b>-2,6</b>

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
			AE	CP		AE	CP	AE	CP
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	841 491 908	841 491 908		841 491 908	841 491 908	0	0
		3 Acquisition de biens et services	685 326 306	685 326 306		725 326 306	725 326 306	40 000 000	5,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	487 862 500	412 862 148		582 847 119	507 846 767	94 984 619	19,5
		<b>Total Prog. 1009</b>	<b>2 014 680 714</b>	<b>2 014 680 714</b>		<b>2 149 665 333</b>	<b>2 074 664 981</b>	<b>134 984 619</b>	<b>6,7</b>
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	113 722 000	113 722 000		113 722 000	113 722 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	86 772 736	86 772 736		78 675 196	78 675 196	-8 097 540	-9,3
		4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000		190 000 000	190 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 682 853 918 844	91 951 003 268		1 682 843 918 844	91 941 003 268	-10 000 000	0
		6 Transferts en capital	97 575 582 055	47 093 371 797		97 575 582 055	47 193 371 797	0	0
		<b>Total Prog. 2027</b>	<b>1 780 819 995 635</b>	<b>1 780 819 995 635</b>		<b>1 780 801 898 095</b>	<b>139 516 772 261</b>	<b>-18 097 540</b>	<b>0</b>
2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire		3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490		14 971 490	14 971 490	0	0
		4 Transferts courants	5 100 000 000	5 100 000 000		6 200 000 000	6 200 000 000	1 100 000 000	21,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 300 000 000	46 300 000 000		52 026 292 490	41 026 292 490	-5 273 707 510	-9,2
		6 Transferts en capital	36 500 000 000	36 500 000 000		36 250 000 000	36 250 000 000	-250 000 000	-0,7
		<b>Total Prog. 2028</b>	<b>98 914 971 490</b>	<b>98 914 971 490</b>		<b>94 491 263 980</b>	<b>83 491 263 980</b>	<b>-4 423 707 510</b>	<b>-4,5</b>
	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	219 919 000	219 919 000		219 919 000	219 919 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	111 004 263	111 004 263		169 474 263	169 474 263	58 470 000	52,7
		4 Transferts courants	5 900 000 000	5 900 000 000		9 850 000 000	9 850 000 000	3 950 000 000	66,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	294 446 365 240	18 938 339 800		294 476 365 240	18 918 339 800	30 000 000	0
		6 Transferts en capital	5 300 000 000	5 300 000 000		4 584 000 000	4 584 000 000	-716 000 000	-13,5
		<b>Total Prog. 2029</b>	<b>305 977 288 503</b>	<b>305 977 288 503</b>		<b>309 299 758 503</b>	<b>33 741 733 063</b>	<b>3 322 470 000</b>	<b>1,1</b>
<b>Total Section 41</b>			<b>2 187 726 936 342</b>	<b>259 758 784 716</b>		<b>2 186 742 585 911</b>	<b>258 824 434 285</b>	<b>-984 350 431</b>	<b>-0,4</b>



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense		
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	VAL ABS	%	CP
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	511 414 840	511 414 840	511 414 840	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	542 281 439	542 281 439	475 781 439	-66 500 000	-12,3	-66 500 000
		4 Transferts courants	592 000 000	592 000 000	592 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	305 000 000	305 000 000	247 898 442	-57 101 558	-18,7	-57 101 558
		<b>Total Prog. 1010</b>	<b>1 950 696 279</b>	<b>1 950 696 279</b>	<b>1 827 094 721</b>	<b>-123 601 558</b>	<b>-6,3</b>	<b>-123 601 558</b>
	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrastr rural	2 Dépenses de personnel	58 275 000	58 275 000	58 275 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	140 848 455	140 848 455	78 859 155	-61 989 300	-44,0	-61 989 300
		4 Transferts courants	7 210 000 000	7 210 000 000	8 210 000 000	1 000 000 000	13,9	1 000 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	448 232 826 257	49 807 370 555	439 468 805 324	-8 764 020 933	-2,0	-9 498 387 493
		<b>Total Prog. 2030</b>	<b>458 341 949 712</b>	<b>458 341 949 712</b>	<b>49 906 117 217</b>	<b>-9 276 010 233</b>	<b>-2,0</b>	<b>-10 010 376 793</b>
2031 Augmentation de la product et valorisa des pds agricoles	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	610 463 093	610 463 093	610 463 093	0	0	0
		4 Transferts courants	51 075 000 000	51 075 000 000	49 311 562 278	-1 763 437 722	-3,5	-1 763 437 722
		5 Investissements exécutés par l'Etat	201 574 761 081	37 937 600 648	33 868 025 544	-726 660 070	-0,4	-4 069 575 104
		<b>Total Prog. 2031</b>	<b>264 894 800 374</b>	<b>264 894 800 374</b>	<b>95 572 674 763</b>	<b>-2 342 050 144</b>	<b>-0,9</b>	<b>-5 684 965 178</b>
	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	283 870 840	283 870 840	283 870 840	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	131 082 787	131 082 787	157 092 787	26 000 000	19,8	26 000 000
		4 Transferts courants	7 872 252 000	7 872 252 000	7 922 252 000	50 000 000	0,6	50 000 000
		<b>Total Prog. 2033</b>	<b>8 287 215 627</b>	<b>8 287 215 627</b>	<b>8 363 215 627</b>	<b>76 000 000</b>	<b>0,9</b>	<b>76 000 000</b>
		<b>Total Section 42</b>	<b>733 474 661 992</b>	<b>171 412 045 857</b>	<b>155 669 102 328</b>	<b>-11 665 661 935</b>	<b>-1,6</b>	<b>-15 742 943 529</b>

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 976 537 576	3 976 537 576	3 778 687 576	3 778 687 576	-197 850 000	-5,0	-197 850 000	-5,0	
		4 Transferts courants	3 717 857 265	3 717 857 265	4 766 111 895	4 766 111 895	1 048 254 630	28,2	1 048 254 630	28,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 867 132 810	1 867 132 810	1 587 904 604	1 054 232 769	-279 228 206	-15,0	-812 900 041	-43,5	
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	3 170 000 000	3 170 000 000	1 170 000 000	58,5	1 170 000 000	58,5	
		Total Prog. 1011	15 188 264 024	15 188 264 024	16 929 440 448	16 395 768 613	1 741 176 424	11,5	1 207 504 589	8,0	
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 279 870 984	2 079 870 984	2 428 370 984	2 228 370 984	148 500 000	6,5	148 500 000	7,1	
		4 Transferts courants	24 000 000	24 000 000	40 000 000	40 000 000	16 000 000	66,7	16 000 000	66,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	42 638 552 743	7 235 000 000	41 103 552 743	5 700 000 000	-1 535 000 000	-3,6	-1 535 000 000	-21,2	
2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	6 Transferts en capital	1 699 500 000	1 699 500 000	12 699 500 000	12 699 500 000	11 000 000 000	647,2	11 000 000 000	647,2	
		Total Prog. 2032	56 109 573 229	56 109 573 229	65 739 073 229	30 135 520 486	9 629 500 000	17,2	9 629 500 000	17,2	
		2 Dépenses de personnel	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 441 248 579	3 441 248 579	3 490 330 691	3 490 330 691	49 082 112	1,4	49 082 112	1,4	
		4 Transferts courants	14 631 969 070	14 631 969 070	63 202 969 070	63 202 969 070	48 571 000 000	332,0	48 571 000 000	332,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 279 038 846	2 930 645 090	2 998 086 904	2 686 546 417	-280 951 942	-8,6	-244 098 673	-8,3	
	2036 Gestion compl et financ Etat et autres organismes publics	6 Transferts en capital	47 778 637 275	47 778 637 275	120 402 324 424	120 402 324 424	72 623 687 149	152,0	72 623 687 149	152,0	
		Total Prog. 2035	71 455 106 386	71 455 106 386	192 417 923 705	192 106 383 218	120 962 817 319	169,3	120 999 670 588	169,3	
		2 Dépenses de personnel	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 647 272 374	1 647 272 374	1 680 385 899	1 680 385 899	33 113 525	2,0	33 113 525	2,0	
4 Transferts courants	4 Transferts courants	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				
			AE		CP		AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
43 Ministère des Finances et du Budget	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5 Investissements exécutés par l'Etat	10 084 092 793	1 972 905 931	9 353 083 741	1 241 896 879	-731 009 052	-7,2	-731 009 052	-37,1	
		Total Prog. 2036	15 699 652 687	15 699 652 687	15 001 757 160	6 890 570 298	-697 895 527	-4,4	-697 895 527	-4,4	
		2 Dépenses de personnel	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	0	0	0	0	
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	3 Acquisition de biens et services	1 398 907 178	1 398 907 178	1 548 969 398	1 548 969 398	150 062 220	10,7	150 062 220	10,7	
		4 Transferts courants	28 770 000	28 770 000	51 770 000	51 770 000	23 000 000	79,9	23 000 000	79,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 929 934 679	7 469 074 224	7 723 640 876	6 245 497 921	-1 206 293 803	-13,5	-1 223 576 303	-16,4	
		6 Transferts en capital	5 620 241 470	5 620 241 470	10 614 241 470	10 614 241 470	4 994 000 000	88,9	4 994 000 000	88,9	
2038 Gestion du secteur financier	Total Prog. 2037	21 452 624 782	21 452 624 782	25 413 393 195	23 935 250 244	3 960 768 417	18,5	3 943 485 917	18,4		
	2 Dépenses de personnel	269 611 000	269 611 000	269 611 000	269 611 000	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	600 895 480	600 895 480	600 895 480	600 895 480	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	944 898 840	704 618 455	944 898 840	704 618 455	0	0	0	0		
	6 Transferts en capital	750 000 000	750 000 000	900 000 000	900 000 000	150 000 000	20	150 000 000	20		
	Total Prog. 2038	3 948 524 320	3 948 524 320	4 098 524 320	3 858 243 935	150 000 000	3,8	150 000 000	3,8		
3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0		
	Total Prog. 3005	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0		
3006 Gestion des Prêts et Avances	Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0		
	Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0		
3007 Gestion des Garanties et avais	Total Section 43	317 653 745 428	271 889 471 227	453 400 112 061	407 121 736 794	135 746 366 633	42,7	135 232 265 567	49,7		

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Ressources internes et ressources externes								
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Filoode, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	409 892 163	409 892 163	409 892 163	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	333 680 854	333 680 854	331 680 854	-2 000 000	-0,6	-2 000 000	-0,6	-2 000 000	-0,6
		4 Transferts courants	471 603 018	471 603 018	671 603 018	200 000 000	42,4	200 000 000	42,4	200 000 000	42,4
		<b>Total Prog. 1012</b>	<b>1 215 176 035</b>	<b>1 215 176 035</b>	<b>1 413 176 035</b>	<b>198 000 000</b>	<b>16,3</b>	<b>198 000 000</b>	<b>16,3</b>	<b>198 000 000</b>	<b>16,3</b>
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	17 243 179	17 243 179	17 243 179	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2039</b>	<b>189 191 070 468</b>	<b>189 191 070 468</b>	<b>41 742 310 127</b>	<b>1 926 326 916</b>	<b>1,0</b>	<b>1 918 338 796</b>	<b>1,0</b>	<b>1 918 338 796</b>	<b>1,0</b>
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	34 741 280	34 741 280	34 741 280	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	25 734 789	25 734 789	25 734 789	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	85 765 681 000	85 765 681 000	92 956 831 325	7 191 150 325	8,4	7 191 150 325	8,4	7 191 150 325	8,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 771 527 494	2 771 527 494	2 742 318 259	-24 223 735	-0,9	-24 223 735	-0,9	-24 223 735	-1,1
		5 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2040</b>	<b>86 597 684 563</b>	<b>86 597 684 563</b>	<b>95 759 625 653</b>	<b>7 166 926 590</b>	<b>8,1</b>	<b>7 161 941 090</b>	<b>8,1</b>	<b>7 161 941 090</b>	<b>8,1</b>
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	58 254 440	58 254 440	58 254 440	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	24 209 205	24 209 205	24 209 205	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	0	0
<b>Total Section 44</b>	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Investissements exécutés par l'Etat	667 185 632 643	38 667 949 077	31 769 919 304	-6 773 649 838	-1,0	-6 898 028 773	-1,0	-6 898 028 773	-1,8
		5 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	0	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2120</b>	<b>668 218 096 288</b>	<b>669 218 096 288</b>	<b>32 802 382 949</b>	<b>7 773 649 838</b>	<b>1,2</b>	<b>7 898 028 773</b>	<b>1,2</b>	<b>7 898 028 773</b>	<b>1,2</b>
		<b>Total Section 44</b>	<b>948 222 027 354</b>	<b>170 337 243 651</b>	<b>171 717 494 764</b>	<b>1 517 803 666</b>	<b>0,2</b>	<b>1 380 251 113</b>	<b>0,2</b>	<b>1 380 251 113</b>	<b>0,6</b>



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)		Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
				Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 Dépenses de personnel	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	0	0	0	0
			4 Transferts courants	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	0	0	0	0
			<b>Total Prog. 1013</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			2 Dépenses de personnel	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	0	0	0	0
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation		3 Acquisition de biens et services	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	0	0	0	0
			4 Transferts courants	1 370 600 000	1 370 600 000	1 670 600 000	1 670 600 000	300 000 000	21,9	300 000 000	21,9
			5 Investissements exécutés par l'Etat	28 726 542 634	3 497 665 634	26 994 951 277	1 703 574 277	-1 731 591 357	-6,0	-1 794 091 357	-51,3
			6 Transferts en capital	2 242 500 000	2 242 500 000	2 442 500 000	2 442 500 000	200 000 000	8,9	200 000 000	8,9
			<b>Total Prog. 2041</b>	<b>33 696 384 606</b>	<b>33 696 384 606</b>	<b>32 464 793 249</b>	<b>7 173 416 249</b>	<b>-1 231 591 357</b>	<b>-3,7</b>	<b>-1 294 091 357</b>	<b>-3,8</b>
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in		2 Dépenses de personnel	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	107 351 003	107 351 003	107 351 003	107 351 003	0	0	0	0
			4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	700 000 000	73,7	700 000 000	73,7
			5 Investissements exécutés par l'Etat	220 881 000	220 881 000	220 841 798	220 841 798	-39 202	0	-39 202	0
			<b>Total Prog. 2042</b>	<b>1 530 669 009</b>	<b>1 530 669 009</b>	<b>2 230 629 807</b>	<b>2 230 629 807</b>	<b>699 960 798</b>	<b>45,7</b>	<b>699 960 798</b>	<b>45,7</b>
	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI		2 Dépenses de personnel	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	180 109 887	180 109 887	285 109 887	285 109 887	105 000 000	58,3	105 000 000	58,3
			4 Transferts courants	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	8 362 036 692	2 500 000 000	8 362 036 692	2 500 000 000	0	0	0	0
			6 Transferts en capital	2 050 000 000	800 000 000	2 050 000 000	800 000 000	0	0	0	0
			<b>Total Prog. 2043</b>	<b>11 962 150 709</b>	<b>11 962 150 709</b>	<b>12 057 150 709</b>	<b>4 955 114 017</b>	<b>105 000 000</b>	<b>0,9</b>	<b>105 000 000</b>	<b>0,9</b>

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	222 194 000	222 194 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2044</b>	<b>522 194 000</b>	<b>522 194 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 45</b>		<b>49 345 035 920</b>	<b>17 004 122 228</b>	<b>426 630 559</b>	<b>-0,9</b>	<b>-489 130 559</b>	<b>-2,9</b>
			790 525 322	790 525 322	0	0	0	0
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	1 088 469 972	1 088 469 972	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 418 602 774	1 058 602 774	1 088 469 972	4,3	104 873 207	9,9
		<b>Total Prog. 1014</b>	<b>4 297 598 068</b>	<b>4 297 598 068</b>	<b>104 873 207</b>	<b>2,4</b>	<b>104 873 207</b>	<b>2,4</b>
	2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel	203 413 000	203 413 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	202 911 817	202 911 817	0	0	0	0
		4 Transferts courants	338 000 000	338 000 000	0	0	0	0
2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 179 680 293	5 179 680 293	-457 136 896	-8,8	-457 136 896	-8,8
		6 Transferts en capital	6 400 000 000	6 400 000 000	-575 000 000	-9,0	-575 000 000	-9,0
		<b>Total Prog. 2045</b>	<b>12 324 005 110</b>	<b>12 324 005 110</b>	<b>-1 032 136 896</b>	<b>-8,4</b>	<b>-1 032 136 896</b>	<b>-8,4</b>
		2 Dépenses de personnel	161 310 000	161 310 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	349 723 845	349 723 845	0	0	0	0
		4 Transferts courants	11 683 000 000	11 683 000 000	4 334 000 000	37,1	4 334 000 000	37,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 943 402 748	1 943 402 748	-173 062 723	-8,9	-173 062 723	-8,9
		6 Transferts en capital	26 422 142 884	12 000 000 000	-4 825 000 000	-18,3	-4 825 000 000	-40,2
		<b>Total Prog. 2046</b>	<b>40 559 579 477</b>	<b>40 559 579 477</b>	<b>-664 062 723</b>	<b>-1,6</b>	<b>-664 062 723</b>	<b>-1,6</b>



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART	
			Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021		1-2-3-4-5-6		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'hygiène publique	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	198 897 000	198 897 000	198 897 000	198 897 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	387 234 704	387 234 704	432 266 654	432 266 654	45 031 950	11,6	45 031 950	11,6
		4 Transferts courants	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 829 360 728	9 829 360 728	7 646 641 923	6 993 460 552	-2 182 718 805	-22,2	-2 835 900 178	-28,9
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	4 850 000 000	4 850 000 000	4 600 000 000	1840	4 600 000 000	1840
		<b>Total Prog. 2047</b>	<b>30 595 492 432</b>	<b>30 595 492 432</b>	<b>33 057 805 577</b>	<b>32 404 624 206</b>	<b>2 462 313 145</b>	<b>8,0</b>	<b>1 809 131 774</b>	<b>5,9</b>
	<b>Total Section 46</b>		<b>87 776 675 087</b>	<b>71 994 532 203</b>	<b>88 647 681 820</b>	<b>72 211 737 565</b>	<b>870 986 733</b>	<b>1</b>	<b>217 205 362</b>	<b>0,3</b>
47 Ministère du Développement Industriel et de la petite et moyenne Industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 062 285	313 062 285	313 062 285	313 062 285	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	0	0	0	0
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	240 000 000	240 000 000	200 000 000	500	200 000 000	500
		<b>Total Prog. 1015</b>	<b>758 383 207</b>	<b>758 383 207</b>	<b>958 383 207</b>	<b>958 383 207</b>	<b>200 000 000</b>	<b>26,4</b>	<b>200 000 000</b>	<b>26,4</b>
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	81 522 000	81 522 000	81 522 000	81 522 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 263 380 000	3 263 380 000	4 063 380 000	4 063 380 000	800 000 000	24,5	800 000 000	24,5
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	106 609 117 011	5 609 117 011	106 509 117 011	5 509 117 011	-100 000 000	-0,1	-100 000 000	-1,8
		6 Transferts en capital	2 020 000 000	2 020 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	-570 000 000	-28,2	-570 000 000	-28,2
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>112 010 362 529</b>	<b>112 010 362 529</b>	<b>112 140 362 529</b>	<b>11 140 362 529</b>	<b>130 000 000</b>	<b>0,1</b>	<b>130 000 000</b>	<b>0,1</b>
		<b>Total Section 47</b>	<b>112 768 745 736</b>	<b>11 768 745 736</b>	<b>113 098 745 736</b>	<b>12 098 745 736</b>	<b>330 000 000</b>	<b>0,3</b>	<b>330 000 000</b>	<b>2,8</b>
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	541 187 149	541 187 149	541 187 149	541 187 149	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	167 801 079	167 801 079	204 245 979	204 245 979	36 444 900	21,7	36 444 900	21,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 900	202 980 900	202 951 724	202 951 724	-29 176	0	-29 176	0
	<b>Total Prog. 1016</b>		<b>911 969 128</b>	<b>911 969 128</b>	<b>948 384 852</b>	<b>948 384 852</b>	<b>36 415 724</b>	<b>4,0</b>	<b>36 415 724</b>	<b>4,0</b>

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				
			AE		CP		AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	106 195 000		106 195 000		106 195 000		0		0
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672		113 740 672		113 740 672		0		0
		4 Transferts courants	2 345 500 000		2 345 500 000		2 485 307 666		139 807 666	6,0	139 807 666
		5 Investissements exécutés par l'Etat	38 701 075 244		3 738 183 978		38 698 952 623		-2 122 621	0	-2 122 621
		6 Transferts en capital	7 700 000 000		7 700 000 000		7 700 000 000		0	0	0
		Total Prog. 2050	48 966 510 916		48 966 510 916		49 104 195 961		137 685 045	0,3	137 685 045
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aér	2 Dépenses de personnel	5 813 000		5 813 000		5 813 000		0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	12 807 257		12 807 257		12 807 257		0	0	0
		4 Transferts courants	727 500 000		727 500 000		727 500 000		0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000		100 000 000		255 000 000		-100 000 000	-28,2	-100 000 000
60 Ministère de l'Education Nationale	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	6 Transferts en capital	6 624 000 000		6 624 000 000		6 524 000 000		-100 000 000	-1,5	-100 000 000
		Total Prog. 2051	7 725 120 257		7 725 120 257		7 525 120 257		-200 000 000	-2,6	-200 000 000
		2 Dépenses de personnel	17 202 000		17 202 000		17 202 000		0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	14 796 786		14 796 786		14 796 786		0	0	0
		4 Transferts courants	3 892 000 000		3 892 000 000		2 521 000 000		-1 371 000 000	-35,2	-1 371 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	86 404 435 764		3 686 885 000		85 266 858 152		-1 137 577 612	-1,3	-1 137 977 742
	Total Section 49	6 Transferts en capital	1 950 000 000		1 950 000 000		1 950 000 000		0	0	0
		Total Prog. 2052	92 278 434 550		92 278 434 550		89 769 856 938		-2 508 577 612	-2,7	-2 508 977 742
		2 Dépenses de personnel	149 882 034 851		31 946 592 821		147 347 558 008		-2 534 476 843	-1,7	-2 534 876 973
		3 Acquisition de biens et services	68 203 301 062		68 203 301 062		68 203 301 062		0	0	0
			18 440 658 510		18 440 658 510		1 010 000 000	5,5	1 010 000 000	5,5	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget											
Source de financement											
Ressources internes et ressources externes											
Catégories de dépense											
1-2-3-4-5-6											
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor											
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
50 Ministère de l'Éducation Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination adm.	4 Transferts courants	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 236 206 513	1 236 206 513	1 225 984 683	1 225 984 683	1 225 984 683	-10 221 830	-0,8	-10 221 830	-0,8
		Total Prog. 1017	90 127 828 975	90 127 828 975	91 127 607 145	91 127 607 145	999 778 170	999 778 170	1,1	999 778 170	1,1
		2 Dépenses de personnel	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	0	0	0	0
	2053 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0	0	0	0
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2053	6 586 107 909	6 586 107 909	6 586 107 909	6 586 107 909	6 586 107 909	0	0	0	0
		2 Dépenses de personnel	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	0	0	0	0
	2054 Enseignement Élémentaire	3 Acquisition de biens et services	31 699 989 372	31 699 989 372	34 647 169 252	34 647 169 252	2 947 179 880	2 947 179 880	9,3	2 947 179 880	9,3
		4 Transferts courants	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		57 405 526 534	18 140 212 015	57 405 233 205	18 739 645 752	-293 329	599 433 737	3,3	599 433 737	3,3	
6 Transferts en capital		302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0	
2055 Enseignement Moyen général	Total Prog. 2054	314 263 186 890	314 263 186 890	317 210 073 441	278 544 485 988	2 946 886 551	3 546 613 617	1,1	3 546 613 617	1,1	
		2 Dépenses de personnel	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 620 848 478	2 427 128 990	5 620 848 478	1 466 802 238	0	970 626 762	40,0	970 626 762	40,0
	Total Prog. 2055	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	104 282 690 090	0	-970 526 762	-0,9	-970 526 762	-0,9	
		2 Dépenses de personnel	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 748 636 843	1 748 636 843	1 763 636 843	1 763 636 843	15 000 000	15 000 000	0,9	15 000 000	0,9
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	593 051 000	593 051 000	-3 649 000	-3 649 000	-0,6	-3 649 000	-0,6
	2056 Enseignement secondaire général	5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2056	90 940 945 873	90 940 945 873	90 940 945 873	77 174 293 843	11 351 000	11 351 000	0	11 351 000	0

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART		%
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	VAL ABS	
50 Ministère de l'Education Nationale	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	288 201 333	288 201 333	288 201 333	288 201 333	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	766 086 080	266 086 080	0	0	0
		<b>Total Prog. 2057</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>1 640 383 413</b>	<b>3 958 015 721</b>	<b>3 587 216 029</b>	<b>0,6</b>
	<b>Total Section 50</b>		<b>612 405 389 400</b>	<b>555 768 352 363</b>	<b>616 363 405 121</b>	<b>559 355 568 388</b>	<b>3 958 015 721</b>	<b>3 587 216 029</b>	<b>0,6</b>
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	714 741 135	714 741 135	714 741 135	714 741 135	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	650 131 628	650 131 628	679 131 628	679 131 628	29 000 000	29 000 000	4,5
		4 Transferts courants	1 360 000 000	1 360 000 000	1 790 000 000	1 790 000 000	430 000 000	430 000 000	31,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000	276 614 770	76 614 770	-23 385 230	-23 385 230	-7,8
		<b>Total Prog. 1018</b>	<b>3 024 872 763</b>	<b>3 024 872 763</b>	<b>3 460 487 533</b>	<b>3 260 487 533</b>	<b>435 614 770</b>	<b>435 614 770</b>	<b>14,4</b>
	<b>Total Section 52</b>		<b>70 602 422 374</b>	<b>33 354 268 136</b>	<b>74 674 334 312</b>	<b>37 426 180 074</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>5,8</b>
52 Ministère des Sports	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	66 596 780	66 596 780	66 596 780	66 596 780	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	144 379 651	144 379 651	144 379 651	144 379 651	0	0	0
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	35 521 500	35 521 500	-24 478 500	-24 478 500	-40,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 202 325 000	352 325 000	4 201 637 400	351 637 400	-687 600	-687 600	-0,2
		<b>Total Prog. 2058</b>	<b>4 473 301 431</b>	<b>4 473 301 431</b>	<b>4 448 135 331</b>	<b>598 135 331</b>	<b>-25 166 100</b>	<b>-25 166 100</b>	<b>-0,6</b>
	<b>Total Section 52</b>		<b>70 602 422 374</b>	<b>33 354 268 136</b>	<b>74 674 334 312</b>	<b>37 426 180 074</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>5,8</b>
52 Ministère des Sports	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 710 283 183	6 710 283 183	10 175 471 183	10 175 471 183	3 465 188 000	3 465 188 000	51,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 186 369 717	22 988 215 479	56 382 644 985	23 184 490 747	196 275 268	196 275 268	0,3
		<b>Total Prog. 2059</b>	<b>63 104 248 180</b>	<b>63 104 248 180</b>	<b>66 765 711 448</b>	<b>33 567 557 210</b>	<b>3 661 463 268</b>	<b>3 661 463 268</b>	<b>5,8</b>
		<b>Total Section 52</b>	<b>70 602 422 374</b>	<b>33 354 268 136</b>	<b>74 674 334 312</b>	<b>37 426 180 074</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>5,8</b>
	<b>Total Section 52</b>		<b>70 602 422 374</b>	<b>33 354 268 136</b>	<b>74 674 334 312</b>	<b>37 426 180 074</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>5,8</b>



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)		Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6			
				Ressources internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
				AE	CP	CP	AE	CP	AE	CP
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel		414 482 286	414 482 286	414 482 286	414 482 286	414 482 286	0	0
				948 787 515	948 787 515	948 787 515	960 037 515	960 037 515	11 250 000	11 250 000
				1 363 269 801	1 363 269 801	1 363 269 801	1 374 519 801	1 374 519 801	11 250 000	11 250 000
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel		546 288 720	546 288 720	546 288 720	546 288 720	546 288 720	0	0
		3 Acquisition de biens et services		429 805 307	429 805 307	429 805 307	472 455 307	472 455 307	42 650 000	42 650 000
		4 Transferts courants		5 907 352 279	5 907 352 279	5 907 352 279	6 146 937 279	6 146 937 279	239 585 000	239 585 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat		17 030 532 547	1 052 983 000	1 052 983 000	17 058 437 922	1 080 888 375	27 905 375	27 905 375
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel		34 781 680	34 781 680	34 781 680	34 781 680	34 781 680	0	0
		3 Acquisition de biens et services		79 542 528	79 542 528	79 542 528	79 542 528	79 542 528	0	0
		4 Transferts courants		9 325 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	0	0
	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel		125 073 920	125 073 920	125 073 920	125 073 920	125 073 920	0	0
		3 Acquisition de biens et services		243 929 173	243 929 173	243 929 173	263 915 373	263 915 373	19 986 200	19 986 200
		4 Transferts courants		1 353 646 000	1 353 646 000	1 353 646 000	1 553 646 000	1 553 646 000	200 000 000	200 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat		6 991 697 780	2 476 932 200	2 476 932 200	6 403 846 401	1 889 080 821	-587 851 379	-587 851 379
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel		17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	0	0
		3 Acquisition de biens et services		13 594 319 289	13 594 319 289	13 594 319 289	14 489 613 192	14 489 613 192	895 293 903	895 293 903
		4 Transferts courants		3 750 000 000	1 550 000 000	1 550 000 000	3 750 000 000	1 550 000 000	0	0
	Total Section 53	2 Dépenses de personnel		12 464 346 873	12 464 346 873	12 464 346 873	12 096 481 694	5 381 716 114	-367 865 179	-367 865 179
		3 Acquisition de biens et services		48 381 176 451	25 688 861 324	25 688 861 324	48 234 701 647	25 542 386 520	-146 474 804	-146 474 804
		4 Transferts courants		17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat		13 594 319 289	13 594 319 289	13 594 319 289	14 489 613 192	14 489 613 192	895 293 903	895 293 903

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense		
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	16 474 299 000	16 474 299 000	18 451 313 500	18 451 313 500	1 977 014 500	1 977 014 500
		5 Investissements exécutés par l'Etat	44 480 665 949	11 761 921 856	44 417 833 137	11 748 697 164	-62 832 812	-13 224 692
		6 Transferts en capital	2 238 401 892	2 238 401 892	1 738 401 892	1 738 401 892	-500 000 000	-500 000 000
		<b>Total Prog. 1020</b>	<b>94 130 155 501</b>	<b>94 130 155 501</b>	<b>96 439 631 092</b>	<b>63 770 495 119</b>	<b>2 309 475 591</b>	<b>2 359 083 711</b>
		2 Dépenses de personnel	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	0	0
	2064 Santé de base	3 Acquisition de biens et services	1 707 540 154	1 707 540 154	1 709 040 154	1 709 040 154	1 500 000	1 500 000
		4 Transferts courants	4 277 000 000	4 277 000 000	5 935 910 000	5 935 910 000	1 658 910 000	1 658 910 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	512 724 564 866	104 421 515 048	512 716 020 633	104 412 970 813	-8 544 233	-8 544 233
		6 Transferts en capital	9 266 502 663	9 266 502 663	13 200 502 663	13 200 502 663	4 040 000 000	4 040 000 000
		<b>Total Prog. 2064</b>	<b>540 285 973 257</b>	<b>540 285 973 257</b>	<b>545 977 839 024</b>	<b>137 674 789 204</b>	<b>5 691 865 767</b>	<b>5 691 865 767</b>
2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	0	0
		3 Acquisition de biens et services	236 582 421	236 582 421	236 582 421	236 582 421	0	0
		4 Transferts courants	17 919 715 000	17 919 715 000	20 528 715 000	20 528 715 000	2 609 000 000	2 609 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	170 235 575 040	21 200 013 806	170 229 828 455	21 194 135 323	-5 746 585	-5 878 483
		6 Transferts en capital	4 905 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	0	0
	<b>Total Prog. 2066</b>	<b>Total Prog. 2066</b>	<b>209 060 509 135</b>	<b>209 060 509 135</b>	<b>211 663 762 550</b>	<b>62 628 069 418</b>	<b>2 603 253 415</b>	<b>2 603 121 517</b>
		2 Dépenses de personnel	911 877 620	911 877 620	911 877 620	911 877 620	0	0
		3 Acquisition de biens et services	617 839 404	617 839 404	617 839 404	617 839 404	0	0
		4 Transferts courants	267 883 000	267 883 000	264 272 500	264 272 500	-3 610 500	-3 610 500
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 142 504 600	471 002 070	1 138 487 025	468 984 495	-4 017 575	-4 017 575
2067 Protection sociale	6 Transferts en capital	6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
	<b>Total Prog. 2067</b>	<b>Total Prog. 2067</b>	<b>290 000 000</b>	<b>290 000 000</b>	<b>290 000 000</b>	<b>290 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2067 Protection sociale	Total Prog. 2067	3 230 104 624	3 230 104 624	3 222 476 549	2 550 974 019	-7 628 075	-0,2	-7 628 075	-0,2
	Total Section 54		846 706 742 517	255 977 884 840	857 303 709 215	266 624 327 760	10 596 966 698	1,3	10 646 442 920	4,2
	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	801 553 827	801 553 827	801 553 827	801 553 827	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 205 044 742	1 205 044 742	405 044 742	405 044 742	-800 000 000	-66,4	-800 000 000	-66,4
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	350 000 000	46,7	350 000 000	46,7
55 Ministère de la Jeunesse		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 871 858 901	115 650 000	1 871 858 901	115 622 680	0	0	-27 320	0
		Total Prog. 1021	4 718 457 470	4 718 457 470	4 268 457 470	2 512 221 249	-450 000 000	-9,5	-450 027 320	-9,5
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	102 636 780	102 636 780	102 636 780	102 636 780	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	30 657 398	30 657 398	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 598 877 108	3 503 782 800	2 955 420 385	1 860 312 377	-1 643 456 723	-35,7	-1 643 470 423	-46,9
2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement		Total Prog. 2068	4 732 171 286	4 732 171 286	3 088 714 563	1 993 606 555	-1 643 456 723	-34,7	-1 643 470 423	-34,7
		2 Dépenses de personnel	67 201 860	67 201 860	67 201 860	67 201 860	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	872 654 418	872 654 418	480 000 000	122,2	480 000 000	122,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 675 400 000	575 400 000	1 675 390 840	575 390 840	-9 160	0	-9 160	0
		Total Prog. 2069	2 135 256 278	2 135 256 278	2 615 247 118	1 515 247 118	479 990 840	22,5	479 990 840	22,5
2070 Promotion socioéconomique des jeunes		4 Transferts courants	1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 771 865 140	3 045 642 714	41 771 865 140	3 045 642 714	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	45 826 047 155	6 048 320 802	45 826 047 155	6 048 320 802	0	0	0	0
		Total Prog. 2070	89 447 912 295	89 447 912 295	89 447 912 295	10 943 963 516	0	0	0	0
	Total Section 55		101 033 797 329	18 578 545 341	99 420 331 446	16 965 038 438	-1 613 465 883	-1,6	-1 613 506 903	-8,7

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6			
			Budget		Ressources internes et ressources externes			
			Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	322 698 536	322 698 536	322 698 536	322 698 536	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 376 790 863	1 376 790 863	1 474 866 995	1 474 866 995	98 076 132	98 076 132
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	116 500 000	116 500 000	66 500 000	66 500 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	386 350 000	386 350 000	426 105 740	426 105 740	39 755 740	39 755 740
		6 Transferts en capital	0	0	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000
	<b>Total Prog. 1022</b>		<b>2 135 839 399</b>	<b>2 135 839 399</b>	<b>2 380 171 271</b>	<b>2 380 171 271</b>	<b>244 331 872</b>	<b>244 331 872</b>
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 526 476 741	1 526 476 741	1 556 476 741	1 556 476 741	30 000 000	30 000 000
		4 Transferts courants	6 220 000 000	6 220 000 000	5 420 000 000	5 420 000 000	-800 000 000	-800 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 331 168 329	4 331 168 329	4 414 305 622	4 414 305 622	83 137 293	83 137 293
		6 Transferts en capital	1 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	0	0
	<b>Total Prog. 2071</b>		<b>17 424 778 974</b>	<b>17 424 778 974</b>	<b>16 737 916 267</b>	<b>16 737 916 267</b>	<b>-686 862 707</b>	<b>-686 862 707</b>
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	655 155 355	655 155 355	0	0
		4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	351 120 000	351 120 000	25 000 000	25 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 570 606 414	1 708 106 414	4 574 368 313	1 711 868 313	3 761 895	3 761 895
		<b>Total Prog. 2072</b>	<b>8 291 372 769</b>	<b>8 291 372 769</b>	<b>8 320 134 668</b>	<b>5 457 634 668</b>	<b>28 761 895</b>	<b>28 761 895</b>
	<b>Total Prog. 2072</b>		<b>8 291 372 769</b>	<b>8 291 372 769</b>	<b>8 320 134 668</b>	<b>5 457 634 668</b>	<b>28 761 895</b>	<b>28 761 895</b>
	2073 Lutte contre les polluants, nuisances et les effets néfastes des CC	2 Dépenses de personnel	260 446 000	260 446 000	260 446 000	260 446 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	370 420 032	370 420 032	396 664 628	396 664 628	26 244 596	26 244 596
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 820 801 061	6 396 743 177	22 917 434 727	6 493 376 843	96 633 666	96 633 666
		<b>Total Prog. 2073</b>	<b>23 451 667 093</b>	<b>23 451 667 093</b>	<b>23 574 545 355</b>	<b>7 150 487 471</b>	<b>122 878 262</b>	<b>122 878 262</b>
	<b>Total Prog. 2073</b>		<b>23 451 667 093</b>	<b>23 451 667 093</b>	<b>23 574 545 355</b>	<b>7 150 487 471</b>	<b>122 878 262</b>	<b>122 878 262</b>
	<b>Total Section 56</b>		<b>51 303 658 235</b>	<b>32 017 100 351</b>	<b>51 012 767 561</b>	<b>31 726 209 677</b>	<b>-290 890 674</b>	<b>-290 890 674</b>



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART	
			AE		CP	AE		CP	AE	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023 Piliers, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	904 517 480	904 517 480	904 517 480	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	169 841 633	169 841 633	169 841 633	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	276 890 760	276 890 760	276 853 501	-37 259	0	-37 259	0	0
		Total Prog. 1023	1 351 249 873	1 351 249 873	1 351 212 614	-37 259	0	-37 259	0	0
		2098 Famille et genre	156 177 600	156 177 600	156 177 600	0	0	0	0	0
	2101 Enfance	3 Acquisition de biens et services	333 926 128	333 926 128	433 926 128	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9	29,9
4 Transferts courants		777 498 400	777 498 400	927 498 400	150 000 000	19,3	150 000 000	19,3	19,3	
5 Investissements exécutés par l'Etat		27 105 125 832	8 882 553 119	27 104 344 082	-781 750	0	-781 750	0	0	
Total Prog. 2098		28 372 727 960	28 372 727 960	28 621 946 210	249 218 250	0,9	249 218 250	0,9	0,9	
2 Dépenses de personnel		92 965 960	92 965 960	92 965 960	0	0	0	0	0	
2110 Autonomie Economique des femmes	2101 Enfance	3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	269 934 089	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 973 752 481	2 973 752 481	3 023 752 481	50 000 000	1,7	50 000 000	1,7	1,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	45 676 248 000	6 695 000 000	45 512 559 101	-63 688 899	-0,1	-63 688 899	-0,1	-1
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2101	49 262 900 530	49 262 900 530	49 249 211 631	-13 688 899	0	-13 688 899	0	0
	2 Dépenses de personnel	181 677 480	181 677 480	181 677 480	0	0	0	0	0	
2110 Autonomie Economique des femmes	3 Acquisition de biens et services	110 125 382	110 125 382	110 125 382	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	13 886 805 718	3 297 217 191	13 766 758 433	-120 047 285	-0,9	-123 047 285	-3,7	-3,7	
	6 Transferts en capital	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 2110	14 828 608 580	14 828 608 580	14 708 561 295	-120 047 285	-0,8	-123 047 285	-0,8	-0,8	
Total Section 58			93 815 486 943	26 022 077 703	93 930 931 750	115 444 807	0,1	112 444 807	0,4	



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP		AE	CP		AE	CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 976 365 671	5 976 365 671		5 976 365 671	5 976 365 671	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 353 095 804	1 353 095 804		1 353 095 804	1 353 095 804	0	0	0	0
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000		50 000 000	50 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1024	7 379 461 475	7 379 461 475		7 379 461 475	7 379 461 475	0	0	0	0
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	18 117 126 000	18 117 126 000		18 117 126 000	18 117 126 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 857 581 952	5 857 581 952		5 857 581 952	5 857 581 952	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 008 212 600	1 008 212 600		973 827 600	973 827 600	-34 385 000	-3,4	-34 385 000	-3,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 827 553 198	12 588 215 628		20 350 273 198	10 811 998 151	-477 280 000	-2,3	-1 776 219 475	-14,1
	2078 Développement de l'apprentissage	6 Transferts en capital	2 229 612 000	2 229 612 000		12 329 612 000	12 329 612 000	10 100 000 000	453,0	10 100 000 000	453,0
		Total Prog. 2077	48 040 085 751	48 040 085 751		57 628 420 751	48 090 143 703	9 588 335 000	20,0	8 289 395 525	17,3
		2 Dépenses de personnel	96 143 000	96 143 000		96 143 000	96 143 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	9 990 130	9 990 130		9 990 130	9 990 130	0	0	0	0
		4 Transferts courants	403 000 000	403 000 000		403 000 000	403 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 362 000 000	4 362 000 000		4 351 812 136	4 316 826 292	-10 187 864	-0,2	-45 173 708	-1,0
2103 Développement de l'emploi	6 Transferts en capital	375 000 000	375 000 000		475 000 000	475 000 000	100 000 000	26,7	100 000 000	26,7	
	Total Prog. 2078	5 246 133 130	5 246 133 130		5 335 945 266	5 300 959 422	89 812 136	1,7	54 826 292	1,0	
	2 Dépenses de personnel	18 214 000	18 214 000		18 214 000	18 214 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	47 266 248	47 266 248		47 266 248	47 266 248	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	5 000 000 000	5 000 000 000		4 050 000 000	4 050 000 000	-950 000 000	-19	-950 000 000	-19	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	313 455 410	313 455 410		313 446 032	313 446 032	-9 378	0	-9 378	0	
Total Prog. 2103		5 378 935 656	5 378 935 656		4 428 926 278	4 428 926 278	-950 009 378	-17,7	-950 009 378	-17,7	
Total Section 59		66 044 616 012	57 805 278 439		74 772 753 770	65 199 490 878	8 728 137 758	13,2	7 394 212 439	12,8	

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**

**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Budget			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes					
			Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021			AE			AE		
			AE	CP		AE	CP		VAL ABS	%	CP
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	51 139 840 912	51 139 840 912	42 239 840 912	42 239 840 912	42 239 840 912	-17,4	-8 900 000 000	-17,4	-8 900 000 000
		3 Acquisition de biens et services	67 458 314 787	67 458 314 787	113 279 139 595	113 279 139 595	113 279 139 595	67,9	45 820 824 808	67,9	45 820 824 808
		4 Transferts courants	74 949 730 128	74 949 730 128	68 888 402 010	68 888 402 010	68 888 402 010	-8,1	-6 061 328 118	-8,1	-6 061 328 118
		5 Investissements exécutés par l'Etat	42 032 373 790	42 032 373 790	38 829 147 806	38 829 147 806	38 829 147 806	-7,6	-3 203 225 984	-7,6	-3 203 225 984
		6 Transferts en capital	48 957 107 012	48 957 107 012	46 001 676 411	46 001 676 411	46 001 676 411	6,5	3 224 571 398	6,5	3 224 571 398
		<b>Total Prog. 0010</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>10,8</b>	<b>30 880 842 105</b>	<b>10,8</b>	<b>30 880 842 105</b>
		<b>Total Section 60</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>10,8</b>	<b>30 880 842 105</b>	<b>10,8</b>	<b>30 880 842 105</b>
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	400 363 110	400 363 110	663 448 220	663 448 220	663 448 220	-2,4	-43 062 940	-2,4	-43 338 740
		3 Acquisition de biens et services	1 761 139 161	1 761 139 161	516 139 161	516 139 161	516 139 161	54,5	300 000 000	54,5	300 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	550 000 000	550 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	7,6	256 817 060	7,6	256 541 260
		<b>Total Prog. 1032</b>	<b>3 375 070 491</b>	<b>3 375 070 491</b>	<b>1 689 989 000</b>	<b>1 689 989 000</b>	<b>1 689 989 000</b>	-0,9	-5 000 000	-0,9	-5 000 000
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	168 989 000	168 989 000	12 309 564 761	12 309 564 761	12 309 564 761	0	13 414 263	0	13 414 263
		3 Acquisition de biens et services	578 081 035	578 081 035	150 000 000	150 000 000	150 000 000	61,5	4 000 000 000	61,5	4 000 000 000
		<b>Total Prog. 2022</b>	<b>57 893 220 533</b>	<b>57 893 220 533</b>	<b>61 901 634 796</b>	<b>61 901 634 796</b>	<b>61 901 634 796</b>	<b>6,9</b>	<b>4 008 414 263</b>	<b>6,9</b>	<b>4 008 414 263</b>
2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	482 189 000	482 189 000	482 189 000	962 002 821	962 002 821	962 002 821	-0,2	-2 263 426	-0,2	-2 263 426
	3 Acquisition de biens et services	964 266 247	964 266 247	964 266 247	7 577 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685	0	0	0	0
	4 Transferts courants	7 577 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685				0	0	0	0



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			AE			CP		
			AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	5 Investissements exécutés par l'Etat	576 137 160	576 137 160	576 137 160	576 137 160	-1,0	-5 799 670	-1,0	-5 799 602	-1,2
		6 Transferts en capital	24 000 000 000	2 000 000 000	23 900 000 000	23 900 000 000	-0,4	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-5
	<b>Total Prog. 2034</b>		<b>33 599 721 092</b>	<b>33 599 721 092</b>	<b>33 491 657 996</b>	<b>33 491 657 996</b>	<b>-0,3</b>	<b>-108 063 096</b>	<b>-0,3</b>	<b>-109 063 028</b>	<b>-0,3</b>
	<b>Total Section 61</b>		<b>94 868 012 116</b>	<b>33 423 012 116</b>	<b>99 025 180 343</b>	<b>37 578 904 611</b>	<b>4,4</b>	<b>4 157 168 227</b>	<b>4,4</b>	<b>4 155 892 495</b>	<b>12,4</b>
			<b>2 124 200 327</b>	<b>2 124 200 327</b>	<b>2 124 200 327</b>	<b>2 124 200 327</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	807 063 677	807 063 677	807 063 677	807 063 677	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	29 142 000	29 142 000	29 142 000	29 142 000	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	70 119 117	70 119 117	70 100 994	70 100 994	-18 123	-18 123	0	-18 123	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 030 525 121	3 030 525 121	3 030 506 998	3 030 506 998	0	-18 123	0	-18 123	0
	<b>Total Prog. 1025</b>		<b>206 995 220</b>	<b>206 995 220</b>	<b>206 995 220</b>	<b>206 995 220</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel		130 521 554	130 521 554	142 271 554	142 271 554	2,0	2 750 000	2,0	2 750 000	2,0
	3 Acquisition de biens et services		500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants		106 666 549 700	18 428 407 534	106 661 324 193	17 898 298 989	-5 225 507	-530 108 545	-2,9	-530 108 545	-2,9
	5 Investissements exécutés par l'Etat		3 171 117 373	3 171 117 373	2 726 786 740	2 726 786 740	-14,0	-444 330 633	-14,0	-444 330 633	-14,0
	<b>Total Prog. 2079</b>		<b>110 684 183 847</b>	<b>110 684 183 847</b>	<b>110 237 377 707</b>	<b>21 474 352 503</b>	<b>-0,4</b>	<b>-446 806 140</b>	<b>-0,4</b>	<b>-971 685 178</b>	<b>-0,9</b>
2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel		140 125 500	140 125 500	140 125 500	140 125 500	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		15 199 084	15 199 084	15 199 084	15 199 084	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 233 271 279	1 233 271 279	969 953 430	969 953 430	-21,4	-263 317 849	-21,4	-263 317 849	-21,4
	6 Transferts en capital		1 388 595 863	1 388 595 863	1 125 278 014	1 125 278 014	-19,0	-263 317 849	-19,0	-263 317 849	-19,0
	<b>Total Prog. 2080</b>		<b>44 026 600</b>	<b>44 026 600</b>	<b>44 026 600</b>	<b>44 026 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel		12 885 831	12 885 831	12 885 831	12 885 831	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		12 885 831	12 885 831	12 885 831	12 885 831	0	0	0	0	0



**TAB**LEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	26 679 350	26 679 350	26 679 350	26 679 350	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Investissements exécutés par l'Etat	19 324 485 305	19 324 485 305	19 283 587 351	19 283 587 351	-40 897 954	-0,2	-40 897 954
	6 Transferts en capital	6 Transferts en capital	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	0	0	0
	<b>Total Prog. 2102</b>		<b>20 752 009 655</b>	<b>20 752 009 655</b>	<b>20 711 111 701</b>	<b>20 711 111 701</b>	<b>-40 897 954</b>	<b>-0,2</b>	<b>-40 897 954</b>
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	64 098 039	64 098 039	51 587 700	51 587 700	-12 510 339	-19,5	-12 510 339
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 831 056	448 831 056	448 831 056	448 831 056	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	213 299 938	213 299 938	213 299 938	213 299 938	0	0	0
	6 Transferts en capital	6 Transferts en capital	5 500 000 000	5 500 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	800 000 000	14,5	800 000 000
	<b>Total Prog. 1027</b>		<b>6 162 130 994</b>	<b>6 162 130 994</b>	<b>6 962 130 994</b>	<b>6 962 130 994</b>	<b>800 000 000</b>	<b>13,0</b>	<b>800 000 000</b>
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0
	4 Transferts courants	4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0
2086 Gouvernance territoriale	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Investissements exécutés par l'Etat	19 581 000 000	19 581 000 000	19 581 000 000	19 581 000 000	0	0	0
	6 Transferts en capital	6 Transferts en capital	4 024 978 019	3 110 210 519	2 619 358 129	1 704 590 629	-1 405 619 890	-34,9	-1 405 619 890
	<b>Total Prog. 2085</b>		<b>25 211 512 388</b>	<b>25 211 512 388</b>	<b>23 805 892 498</b>	<b>6 766 324 998</b>	<b>-1 405 619 890</b>	<b>-5,6</b>	<b>-1 405 619 890</b>
	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	359 239 739	359 239 739	0	0	0



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget				Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP		AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	CP
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	2086 Gouvernance territoriale	4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000		340 000 000	340 000 000		0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 003 576 298	4 320 576 298		5 995 967 734	4 312 457 738		-7 618 564	-0,1	-8 118 560	-0,2
	Total Prog. 2086	7 293 002 037	7 293 002 037		7 285 383 473	5 601 883 477		-7 618 564	-0,1	-8 118 560	-0,1	
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	54 286 000	54 286 000		54 286 000	54 286 000		0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	53 919 556	53 919 556		53 919 556	53 919 556		0	0	0	0
	4 Transferts courants	31 975 000 000	31 975 000 000		30 775 000 000	30 775 000 000		-1 200 000 000	-3,8	-1 200 000 000	-3,8	
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	20 400 000 000	20 400 000 000		20 400 000 000	20 400 000 000		0	0	0	0
		6 Transferts en capital	34 509 826 520	34 509 826 520		22 765 017 713	22 765 017 713		-11 744 808 807	-34,0	-11 744 808 807	-34,0
	Total Prog. 2087	86 993 032 076	86 993 032 076		74 048 223 269	74 048 223 269		-12 944 808 807	-14,9	-12 944 808 807	-14,9	
	Total Section 65	125 659 677 495	106 937 109 995		112 101 630 234	93 378 562 738		-13 558 047 261	-10,8	-13 558 547 257	-12,7	
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	313 678 196	313 678 196		313 678 196	313 678 196		0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	158 217 782	158 217 782		158 217 782	158 217 782		0	0	0	0
4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000		1 600 000 000	1 600 000 000		0	0	0	0	0	
Total Prog. 1028	2 071 895 978	2 071 895 978		2 071 895 978	2 071 895 978		0	0	0	0	0	
2 Dépenses de personnel	112 721 000	112 721 000		112 721 000	112 721 000		0	0	0	0	0	
3 Acquisition de biens et services	47 227 691	47 227 691		47 227 691	47 227 691		0	0	0	0	0	
4 Transferts courants	2 561 432 000	2 561 432 000		2 461 432 000	2 461 432 000		-100 000 000	-3,9	-100 000 000	-3,9	-3,9	
5 Investissements exécutés par l'Etat	184 705 325 800	3 405 075 800		184 702 424 820	3 402 174 820		-2 900 980	0	-2 900 980	-0,1	-0,1	
6 Transferts en capital	4 132 147 500	3 832 147 500		3 757 147 500	3 457 147 500		-375 000 000	-9,1	-375 000 000	-9,8	-9,8	
Total Prog. 2088	191 558 853 991	191 558 853 991		191 080 963 011	9 480 703 011		-477 900 980	-0,2	-477 900 980	-0,2	-0,2	
2 Dépenses de personnel	163 877 900	163 877 900		163 877 900	163 877 900		0	0	0	0	0	
3 Acquisition de biens et services	153 748 304	153 748 304		153 748 304	153 748 304		0	0	0	0	0	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense											
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6											
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits										
			AE		CP		AE		CP								
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%							
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	4 Transferts courants	1 600 000 000		1 600 000 000		1 650 000 000		1 650 000 000		3,1	50 000 000		3,1	50 000 000		3,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	157 530 159 772		33 250 127 487		156 361 929 383		32 436 897 098		-0,7	-1 168 230 389		-0,7	-813 230 389		-2,4
		6 Transferts en capital	11 608 483 927		11 608 483 927		9 817 474 721		9 817 474 721		-15,4	-1 791 009 206		-15,4	-1 791 009 206		-15,4
		Total Prog. 2089	171 056 269 903		171 056 269 903		168 147 030 308		44 221 998 023		-1,7	-2 909 239 595		-1,7	-2 554 239 595		-1,5
		2 Dépenses de personnel	201 530 000		201 530 000		201 530 000		201 530 000		0	0		0	0		0
	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	3 Acquisition de biens et services	120 095 000		120 095 000		120 095 000		120 095 000		0	0		0	0		0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	155 303 119 050		40 365 359 644		155 236 735 098		40 298 975 370		0	-66 383 952		0	-66 384 274		-0,2
		6 Transferts en capital	12 023 540 507		12 023 540 507		10 968 673 507		10 968 673 507		-8,8	-1 054 867 000		-8,8	-1 054 867 000		-8,8
		Total Prog. 2090	167 648 284 557		167 648 284 557		166 527 033 605		51 589 273 877		-0,7	-1 121 250 952		-0,7	-1 121 251 274		-0,7
	71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	316 585 500		316 585 500		239 585 500		239 585 500		-24,3	-77 000 000		-24,3	-77 000 000	
4 Transferts courants			75 000 000		75 000 000		75 000 000		75 000 000		0	0		0	0		0
Total Prog. 1570			391 585 500		391 585 500		314 585 500		314 585 500		-19,7	-77 000 000		-19,7	-77 000 000		-19,7
2 Dépenses de personnel			144 145 000		144 145 000		144 145 000		144 145 000		0	0		0	0		0
3 Acquisition de biens et services			11 345 000		11 345 000		11 345 000		11 345 000		0	0		0	0		0
2121 Développement de l'artisanat		4 Transferts courants	1 241 783 000		1 241 783 000		4 741 783 000		4 741 783 000		281,9	3 500 000 000		281,9	3 500 000 000		281,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 583 955 499		1 037 808 550		2 091 714 782		1 029 240 717		-19,0	-8 367 833		-19,0	-8 367 833		-0,8
		Total Prog. 2121	3 981 228 499		3 981 228 499		6 988 987 782		5 926 513 717		75,5	3 007 759 283		75,5	3 491 632 167		87,7
		3 Acquisition de biens et services	62 000 000		62 000 000		52 000 000		52 000 000		-16,1	-10 000 000		-16,1	-10 000 000		-16,1
2122 Transformation Encadrement Economie informelle		5 Investissements exécutés par l'Etat	850 000 000		850 000 000		849 969 044		849 969 044		0	-30 956		0	-30 956		0
	Total Prog. 2122	912 000 000		912 000 000		901 969 044		901 969 044		-1,1	-10 030 956		-1,1	-10 030 956		-1,1	
	Total Section 71	5 284 813 999		3 738 467 050		8 205 542 326		7 143 068 261		55,3	2 920 728 327		55,3	3 404 601 211		91,1	

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Ressources internes et ressources externes								
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	434 620 405	434 620 405	434 620 405	434 620 405	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 391 408 187	3 391 408 187	3 791 408 187	3 791 408 187	400 000 000	11,8	400 000 000	11,8	11,8
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1029</b>	<b>4 166 028 592</b>	<b>4 166 028 592</b>	<b>4 566 028 592</b>	<b>4 566 028 592</b>	<b>400 000 000</b>	<b>9,6</b>	<b>400 000 000</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>
		2 Dépenses de personnel	132 356 000	132 356 000	132 356 000	132 356 000	0	0	0	0	0
	2091 Education supérieure	3 Acquisition de biens et services	170 834 748	170 834 748	142 511 522	142 511 522	-28 323 226	-16,6	-28 323 226	-16,6	-16,6
		4 Transferts courants	82 603 942 094	82 353 942 094	88 674 017 616	88 424 017 616	6 070 075 522	7,3	6 070 075 522	7,3	7,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	163 992 164 063	9 901 149 770	161 771 497 861	7 673 588 707	-2 220 666 202	-1,4	-2 227 561 063	-22,5	-22,5
		6 Transferts en capital	9 048 768 050	9 048 768 050	16 671 363 687	16 671 363 687	7 622 595 637	84,2	7 622 595 637	84,2	84,2
		<b>Total Prog. 2091</b>	<b>255 948 064 955</b>	<b>255 948 064 955</b>	<b>267 391 746 886</b>	<b>113 043 837 532</b>	<b>11 443 681 731</b>	<b>4,5</b>	<b>11 436 786 870</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2092 Oeuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	39 242 000	39 242 000	39 242 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	133 999 989	133 999 989	133 999 989	133 999 989	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	93 748 337 000	93 748 337 000	120 589 659 989	120 589 659 989	26 841 322 989	28,6	26 841 322 989	28,6	28,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 017 683 505	10 804 563 128	68 748 799 209	11 535 678 832	731 115 704	1,1	731 115 704	6,8	6,8
		6 Transferts en capital	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0
	<b>Total Section 75</b>	<b>Total Prog. 2092</b>	<b>161 939 262 494</b>	<b>161 939 262 494</b>	<b>190 511 701 187</b>	<b>133 298 580 810</b>	<b>28 572 438 693</b>	<b>17,6</b>	<b>28 572 438 693</b>	<b>17,6</b>	<b>17,6</b>
			<b>422 053 356 041</b>	<b>210 499 221 371</b>	<b>462 469 476 465</b>	<b>250 908 446 934</b>	<b>40 416 120 424</b>	<b>9,6</b>	<b>40 409 225 563</b>	<b>19,2</b>	<b>19,2</b>
		2 Dépenses de personnel	296 095 931	296 095 931	296 095 931	296 095 931	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	167 083 347	167 083 347	253 467 952	253 467 952	86 384 605	51,7	86 384 605	51,7	51,7
		4 Transferts courants	1 118 000 000	1 118 000 000	1 193 000 000	1 193 000 000	75 000 000	6,7	75 000 000	6,7	6,7
83 Ministère des Mines et de la Géologie		5 Investissements exécutés par l'Etat	446 850 000	446 850 000	646 850 000	646 850 000	200 000 000	44,8	200 000 000	44,8	44,8
		<b>Total Prog. 1566</b>	<b>2 028 029 278</b>	<b>2 028 029 278</b>	<b>2 389 413 883</b>	<b>2 389 413 883</b>	<b>361 384 605</b>	<b>17,8</b>	<b>361 384 605</b>	<b>17,8</b>	<b>17,8</b>



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense		
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			Crédits inscrits en 1 <sup>er</sup> LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		
			AE	CP		AE	CP	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	124 471 000	124 471 000		124 471 000	124 471 000	0
		3 Acquisition de biens et services	125 045 084	125 045 084		142 722 329	142 722 329	14,1
		4 Transferts courants	720 000 000	720 000 000		795 000 000	795 000 000	10,4
		<b>Total Prog. 2115</b>	<b>969 516 084</b>	<b>969 516 084</b>		<b>1 062 193 329</b>	<b>1 062 193 329</b>	<b>9,6</b>
	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	28 935 000	28 935 000		28 935 000	28 935 000	0
		3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039		45 139 919	45 139 919	44,9
		4 Transferts courants	506 630 000	506 630 000		506 630 000	506 630 000	0
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale		5 Investissements exécutés par l'Etat	435 481 000	435 481 000		435 121 272	435 121 272	-0,1
		<b>Total Prog. 2116</b>	<b>1 002 206 039</b>	<b>1 002 206 039</b>		<b>1 015 826 191</b>	<b>1 015 826 191</b>	<b>1,4</b>
	<b>Total Section 83</b>		<b>3 999 751 401</b>	<b>3 999 751 401</b>		<b>4 467 433 403</b>	<b>4 467 433 403</b>	<b>11,7</b>
	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	484 816 922	484 816 922		484 816 922	484 816 922	0
		3 Acquisition de biens et services	282 609 732	282 609 732		352 609 732	352 609 732	24,8
		4 Transferts courants	415 000 000	415 000 000		495 000 000	495 000 000	19,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000		125 000 000	125 000 000	0
2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE		<b>Total Prog. 1035</b>	<b>1 307 426 654</b>	<b>1 307 426 654</b>		<b>1 457 426 654</b>	<b>1 457 426 654</b>	<b>11,5</b>
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	287 400 000	287 400 000		287 400 000	287 400 000	0
		3 Acquisition de biens et services	123 793 711	123 793 711		123 793 711	123 793 711	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 530 000 000	20 530 000 000		20 530 000 000	20 530 000 000	0
		5 Transferts en capital	16 428 571 429	16 428 571 429		19 041 904 762	19 041 904 762	3,3
		<b>Total Prog. 2105</b>	<b>39 369 765 140</b>	<b>39 369 765 140</b>		<b>39 983 098 473</b>	<b>39 983 098 473</b>	<b>1,6</b>
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	22 217 000	22 217 000		22 217 000	22 217 000	0
		3 Acquisition de biens et services	17 047 522	17 047 522		17 047 522	17 047 522	0
								0

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire et l'équité sociale et Territoriale	2108 EQUITÉ SOCIALE	4 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 134 000 000	12 134 000 000	17 134 000 000	12 134 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	32 100 000 000	32 100 000 000	37 100 000 000	37 100 000 000	5 000 000 000	15,6	5 000 000 000	15,6
		Total Prog. 2108	69 273 264 522	69 273 264 522	74 273 264 522	69 273 264 522	5 000 000 000	7,2	5 000 000 000	7,2
	Total Section 84		109 950 456 316	104 950 456 316	115 713 789 649	110 713 789 649	5 763 333 333	5,2	5 763 333 333	5,5
TOTAL GENERAL			9 896 777 892 191	3 987 450 000 000	10 130 013 808 582	4 211 800 000 000	233 235 916 391	2,4	224 350 000 000	5,6



## ANNEXE IV. - DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2 2021		% PIB
<b>Ressources</b> .....	<b>3108,9</b>		
Recettes ordinaires hors dons .....	2872,9		
recettes fiscales .....		2691,4	
recettes non fiscales .....		121,5	
Recettes exceptionnelles .....		60,00	
<b>Dons budgétaires</b> .....	<b>13,0</b>		
<b>Ressources externes</b> .....	<b>223,0</b>		
Tirages sur subventions .....		223,0	
<b>Charges</b> .....	<b>4075,9</b>		
Dettes publiques (intérêt + commissions) .....	309,0		
Intérêts et commission dette extérieure .....			
Intérêts et commission dette intérieure .....			
Dépenses de personnel .....	896,0		
Autres dépenses courantes .....	1279,8		
Dépenses en capital sur ressources internes .....	817,1		
Dépenses en capital sur ressources externes .....	774,0		
Prêts rétrocédés			
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b> .....	<b>-967,0</b>		<b>-6,3%</b>
<b>PIB 2021</b> .....			<b>15280,9</b>

## ANNEXE VI. - SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

*Montants en milliards de francs CFA*

TYPES DE DETTE	LFR 1 2021			Projet LFR 2 2021		
	Principal	I & C	Total	Principal	I & C	TOTAL
<b>MULTILATERAUX</b> .....	<b>126,56</b>	<b>46,35</b>	<b>173,00</b>	<b>126,65</b>	<b>46,35</b>	<b>173,00</b>
IDA/BIRD .....	23,64	17,08	40,71	23,64	17,08	40,71
BEI/FED .....	5,99	1,86	7,85	5,99	1,86	7,85
BAD/FAD .....	13,14	5,15	18,29	13,14	5,15	18,29
OPEP/BADEA/BID .....	40,00	7,93	47,93	40,00	7,93	47,93
AUTRES .....	43,88	14,34	58,22	43,88	14,34	58,22
<b>BILATERAUX</b> .....	<b>100,26</b>	<b>41,18</b>	<b>141,44</b>	<b>100,26</b>	<b>40,04</b>	<b>140,30</b>
PAYS DE L'OCDE .....	20,41	1,51	21,92	20,41	1,51	21,92
PAYS ARABES .....	7,79	2,67	10,46	7,79	2,67	10,46
AUTRES .....	72,06	37,00	109,06	72,06	35,86	107,92
<b>CREDITS A L'EXPORTATION</b> .....	<b>35,06</b>	<b>7,64</b>	<b>42,70</b>	<b>35,06</b>	<b>7,64</b>	<b>42,70</b>
COMMERCIALE .....	104,82	125,01	229,93	104,82	125,01	229,93
EUROBOND .....	88,42	119,54	207,96	88,42	119,54	207,96
CREDIT SUISSE .....	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK .....	16,40	4,22	20,61	16,40	4,22	20,61
SCBANK .....	0,00	1,26	1,26	0,00	1,26	1,26
<b>INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>9,60</b>	<b>9,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL HORS PPTE/IADM</b> .....	<b>366,79</b>	<b>229,78</b>	<b>596,57</b>	<b>366,79</b>	<b>219,04</b>	<b>585,83</b>
Rachat DTS FMI .....	0,00	2,44	2,44	0,00	2,44	2,44
Autres Emprunts LT .....	19,30	1,03	20,33	19,30	1,03	20,33
Obligations du Trésor par Adjudication .....	47,70	71,72	119,42	47,70	71,72	119,42
Bons du Trésor par Adjudication .....	55,00	0,00	55,00	55,00	0,00	55,00
Obligations du trésor par les sukuk .....	25,00	8,80	33,80	25,00	8,80	33,80
Obligations par Appel public à L'Epargne .....	43,30	5,99	49,29	43,30	5,99	49,29
Intérêts et commission sur émissions futures .....	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b> .....	<b>190,30</b>	<b>91,96</b>	<b>282,27</b>	<b>190,27</b>	<b>89,96</b>	<b>280,27</b>
<b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b> .....	<b>557,10</b>	<b>321,74</b>	<b>878,84</b>	<b>557,10</b>	<b>309,00</b>	<b>866,10</b>



## ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général				Ressources internes et ressources externes																			
Classification administrative				Classification Economique - Catégorie de dépense																			
Section (Ministère ou Institution)				Charges financières dette			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital			Total	
		AE/CP		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	10 Dette Publique	309 000 000 000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000	309 000 000 000	
	11 Présidence de la République	0	9 681 340 560	6 717 067 473	6 717 067 473	6 717 067 473	46 705 233 985	46 705 233 985	1 650 000 000	0	27 472 064 092	11 553 493 376	92 225 706 110	74 657 135 394									
	12 Assemblée Nationale	0	0	0	0	0	16 269 315 137	16 269 315 137	0	0	8 315 171 359	2 946 447 518	24 584 486 496	19 215 762 655									
	14 Conseil Economique Social et Environnemental	0	43 206 000	0	0	0	7 141 040 284	7 141 040 284	0	0	0	0	0	7 184 246 284									
	15 Conseil Constitutionnel	0	540 122 400	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	1 290 122 400									
	17 Cour Suprême	0	1 014 240 000	0	0	0	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0	0	2 064 240 000									
	18 Cour des Comptes	0	1 560 614 920	0	0	0	4 163 453 695	4 163 453 695	0	0	3 586 029 962	1 899 157 543	9 310 098 577	7 623 226 158									
	19 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	14 546 000	0	0	0	6 100 000 000	6 100 000 000	0	0	12 980 000 000	3 300 000 000	19 094 546 000	9 414 546 000									
	20 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0	4 534 606 980	4 216 621 696	4 216 621 696	4 216 621 696	7 377 806 496	7 377 806 496	7 740 015 362	7 590 015 362	5 804 000 000	5 804 000 000	29 673 050 534	29 523 050 534									
	21 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	25 849 714 876	31 651 652 183	31 651 652 183	5 314 544 950	5 314 544 950	24 962 822 877	2 909 492 696	5 676 594 182	2 528 594 182	93 457 329 068	68 253 998 887										
	22 Ministère des Forces Armées	0	127 111 561 443	58 161 914 121	58 161 914 121	4 290 900 000	4 290 900 000	65 811 393 817	26 606 562 008	105 254 650 099	51 691 444 952	360 630 419 480	267 862 382 524										
	23 Ministère de l'Intérieur	0	68 901 748 139	19 365 706 590	19 365 706 590	23 884 952 182	23 884 952 182	132 686 915 683	10 565 840 041	86 191 331 418	14 617 953 971	333 030 654 012	137 336 200 923										
	24 Ministère de la Justice	0	27 067 445 973	9 687 970 998	9 687 970 998	7 141 000 000	7 141 000 000	22 924 363 612	7 724 778 204	25 100 000 000	25 100 000 000	91 920 780 583	76 721 195 175										
	25 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0	1 734 305 643	1 546 515 182	1 546 515 182	500 000 000	500 000 000	1 282 393 784	1 282 393 784	0	0	5 063 214 609	5 063 214 609										
	27 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Instituts	0	1 401 269 207	1 688 831 121	1 688 831 121	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	4 990 100 328	4 990 100 328										
	40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	1 762 348 792	507 557 768	507 557 768	8 503 369 612	8 503 369 612	99 377 110 023	23 833 346 126	81 059 415 511	7 587 947 761	191 209 801 706	42 194 570 059										
	41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclaver	0	1 175 132 908	988 447 255	988 447 255	16 240 000 000	16 240 000 000	2 029 929 423 683	152 393 482 325	138 409 582 055	88 027 371 797	2 186 742 585 911	258 824 434 285										
	42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	0	2 241 361 880	1 322 196 474	1 322 196 474	66 035 814 278	66 035 814 278	540 564 804 777	74 424 907 048	11 644 822 648	11 644 822 648	721 809 000 057	155 669 102 328										

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification administrative		Classification Economique - Catégorie de dépense											
Section (Ministère ou Institution)	Charges financières dette	Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP		AE	C <sup>2</sup>	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
43 Ministère des Finances et du Budget	0	25 111 288 466	13 527 640 028	13 327 640 028		69 463 969 965	69 463 969 965	63 711 167 708	17 632 792 441	147 786 065 894	147 786 065 894	319 600 112 061	273 321 736 794
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	502 887 893	398 868 027	398 868 027		97 128 434 343	97 128 434 343	843 855 680 769	65 833 544 511	7 853 760 000	7 853 760 000	949 736 631 022	171 717 494 764
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	2 040 057 309	845 075 155	845 075 155		5 662 943 130	5 662 943 130	35 677 829 767	4 524 416 075	3 442 500 000	3 442 500 000	48 916 405 361	16 514 991 669
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 354 145 322	2 073 372 288	2 073 372 288		36 285 000 000	36 285 000 000	18 665 001 326	14 649 219 955	32 272 142 884	17 850 000 000	86 647 661 820	72 211 737 565
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne indu	0	394 584 285	441 664 440	441 664 440		4 303 380 000	4 303 380 000	106 508 117 011	5 509 117 011	1 450 000 000	1 450 000 000	113 096 745 736	12 098 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	670 397 149	345 590 694	345 590 694		5 733 807 666	5 733 807 666	124 423 762 499	6 487 920 339	16 174 000 000	16 174 000 000	147 347 556 008	29 411 715 848
50 Ministère de l'Education Nationale	0	458 158 859 456	58 999 515 188	58 999 515 188		18 500 875 000	18 500 875 000	80 402 155 476	23 394 318 743	302 000 000	302 000 000	616 363 405 121	559 355 568 388
52 Ministère des Sports	0	988 933 192	10 998 982 462	10 998 982 462		1 825 521 500	1 825 521 500	60 860 897 152	23 612 742 917	0	0	74 074 334 312	37 420 180 074
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 120 626 606	1 775 950 723	1 775 950 723		17 025 839 995	17 025 839 995	23 462 284 323	2 969 969 196	4 850 000 000	2 650 000 000	48 234 701 647	25 542 386 520
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	46 334 788 006	17 053 075 171	17 053 075 171		45 180 211 000	45 180 211 000	728 502 169 250	137 822 787 795	20 233 465 788	20 233 465 788	857 303 705 215	266 624 327 760
55 Ministère de la Jeunesse	0	1 061 392 467	1 308 356 558	1 308 356 558		2 950 000 000	2 950 000 000	48 274 535 266	5 596 968 611	45 826 047 155	6 048 320 802	99 420 331 446	16 965 038 438
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	7 428 044 440	4 083 163 719	4 083 163 719		5 887 620 000	5 887 620 000	32 332 214 402	13 045 656 518	1 281 725 000	1 281 725 000	51 012 767 561	31 726 209 677
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	1 335 338 520	983 827 232	983 827 232		3 951 250 881	3 951 250 881	86 760 515 117	18 964 105 877	900 000 000	900 000 000	93 930 931 750	26 134 522 510
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentis	0	24 207 848 671	7 267 934 132	7 267 934 132		5 476 827 600	5 476 827 600	25 015 531 367	15 442 268 475	12 804 612 000	12 804 612 000	74 772 755 770	65 199 490 878
60 Charges non Réparties	0	42 239 840 912	113 279 139 595	113 279 139 595		68 888 402 010	68 888 402 010	38 829 147 806	38 829 147 806	53 181 678 411	48 681 678 411	316 416 208 734	311 918 208 734
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 051 541 110	2 198 532 076	2 198 532 076		7 727 128 685	7 727 128 685	52 797 978 472	13 351 702 740	35 250 000 000	13 250 000 000	99 025 180 343	37 578 904 611
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 515 347 647	977 420 146	977 420 146		529 142 000	529 142 000	106 894 141 916	18 131 116 712	3 696 740 170	3 696 740 170	114 612 791 879	25 849 766 675
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	572 442 957	246 726 673	246 726 673		5 740 000 000	5 740 000 000	132 811 676 345	11 324 537 625	5 120 279 803	5 120 279 803	144 491 125 778	23 003 987 058



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes												
Classification administrative			Classification Economique - Catégorie de dépense											
Section (Ministère ou Institution)	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total			
		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0	325 591 488	732 553 090	732 553 090	0	0	19 465 141 326	19 465 141 326	1 863 000 000	1 863 000 000	22 386 286 884	22 386 285 884		
	0	1 166 392 066	658 904 602	658 904 602	32 615 000 000	32 615 000 000	45 976 957 734	28 168 657 738	31 684 375 842	30 769 608 342	112 101 630 234	93 378 562 738		
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Assainissement	0	791 807 006	479 288 777	479 288 777	5 711 432 000	5 711 432 000	496 301 089 301	76 138 047 288	24 543 295 728	24 243 295 728	527 826 912 902	107 363 870 889		
	0	144 145 000	302 930 500	302 930 500	4 816 783 000	4 816 783 000	2 941 663 826	1 879 209 761	0	0	8 205 542 326	7 143 068 261		
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0	606 218 405	4 067 919 698	4 067 919 698	209 603 677 605	209 353 677 605	230 520 297 070	19 209 267 539	17 671 363 687	17 671 363 687	462 469 476 465	250 908 446 934		
	0	449 501 931	441 330 200	441 330 200	2 494 630 000	2 494 630 000	1 081 971 272	1 081 971 272	0	0	4 467 433 403	4 467 433 403		
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	794 433 922	493 450 965	493 450 965	20 495 000 000	20 495 000 000	37 789 000 000	32 789 000 000	56 141 904 762	56 141 904 762	115 713 789 649	110 713 789 649		
	0	794 433 922	493 450 965	493 450 965	20 495 000 000	20 495 000 000	37 789 000 000	32 789 000 000	56 141 904 762	56 141 904 762	115 713 789 649	110 713 789 649		
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0	794 433 922	493 450 965	493 450 965	20 495 000 000	20 495 000 000	37 789 000 000	32 789 000 000	56 141 904 762	56 141 904 762	115 713 789 649	110 713 789 649		
Totaux	309 000 000 000	896 000 000 000	379 835 693 001	379 835 693 001	900 364 306 999	900 114 306 999	6 469 789 190 132	924 184 445 865	1 039 074 618 450	666 915 554 135	9 994 063 808 562	4 075 850 000 000		

## ANNEXE VIII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général				Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	309 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000
	CP	309 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000
21 Présidence de la République	AE	54 658 229 016	720 000 000	0	34 887 478 810	0	300 000 000	0	1 500 000 000	0	159 998 284	0	92 225 706 110
	CP	54 658 229 016	720 000 000	0	17 316 908 094	0	300 000 000	0	1 500 000 000	0	159 998 284	0	74 657 135 394
22 Assemblée Nationale	CP	19 215 762 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 215 762 655
	AE	24 584 486 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 584 486 496
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
	AE	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
25 Conseil Constitutionnel	CP	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
	AE	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
27 Cour Suprême	CP	0	0	2 064 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000
	AE	0	0	2 064 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	9 310 098 577	0	0	0	0	0	0	0	0	9 310 098 577
	CP	0	0	7 623 226 156	0	0	0	0	0	0	0	0	7 623 226 156
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	9 414 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 414 546 000
	AE	19 094 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 094 546 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	16 574 749 604	0	0	2 224 700 000	0	0	4 902 872 013	0	2 148 835 000	3 821 893 917	0	29 673 050 534
	CP	16 574 749 604	0	0	2 074 700 000	0	0	4 902 872 013	0	2 148 835 000	3 821 893 917	0	29 523 050 534



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1.2.3-4-5-6									
Classification administrative			Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total	
31 Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Étranger	CP	66 296 407 015		279 384 117					1 077 568 000		535 789 755	64 850 000	68 253 998 887	
	AE	91 499 737 196		279 384 117					1 077 568 000		535 789 755	64 850 000	93 457 329 068	
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 350 000 000	252 611 874 473	3 737 796 370			1 055 000 000	7 409 224 734		878 606 525	819 878 422		267 862 382 524	
	AE	4 350 000 000	316 979 911 426	24 737 796 370			1 055 000 000	9 809 224 734		878 606 525	819 878 422		360 630 419 480	
33 Ministère de l'Intérieur	CP	17 418 806 353	292 000 000	119 518 642 866				20 536 734			86 215 000		137 336 200 923	
	AE	38 456 806 353	292 000 000	294 175 065 955				20 536 734			86 215 000		333 030 654 012	
34 Ministère de la Justice	CP			72 079 214 225	43 149 823			144 783 686		1 422 312 540	3 027 634 896	4 100 000	76 721 195 175	
	AE			87 278 796 633	43 149 823			144 783 686		1 422 312 540	3 027 634 896	4 100 000	91 920 760 583	
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	CP	5 033 251 064									29 963 545		5 063 214 609	
	AE	5 033 251 064									29 963 545		5 063 214 609	
37 Ministère du travail, du dialogue social et des relations avec les Institutions	CP			100 000 000	4 523 044 836						367 055 482		4 990 100 328	
	AE			100 000 000	4 523 044 836						367 055 482		4 990 100 328	
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	AE			27 759 531 786	163 364 753 237					81 216 681	4 300 000		191 209 801 706	
	CP			4 312 830 776	37 796 222 600					81 216 681	4 300 000		42 194 570 059	
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE				2 185 539 587 233	1 000 000 000				190 000 000	12 998 676		2 186 742 585 911	
	CP				257 621 435 607	1 000 000 000				190 000 000	12 998 676		258 624 434 285	
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	CP				155 260 823 231					397 934 097	10 345 000		155 689 102 328	
	AE				721 400 720 960					397 934 097	10 345 000		721 809 000 057	

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1.2.3.4-5.6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	276 961 319 118	0	2 395 000 000	37 592 271 833	0	1 000 000 000	0	0	1 301 014 323	350 506 787	0	319 600 112 061
	CP	250 659 658 391	0	0	20 010 557 293	0	1 000 000 000	0	0	1 301 014 323	350 506 787	0	273 321 736 794
44 Ministère du Pétrole et des Energies	AE	0	0	0	949 730 181 108	0	0	0	0	0	9 449 914	0	949 739 631 022
	CP	0	0	0	171 708 044 850	0	0	0	0	0	9 449 914	0	171 717 494 764
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	AE	0	0	0	22 941 795 508	0	25 968 909 852	0	0	0	7 700 000	0	48 918 405 361
	CP	0	0	0	15 538 381 817	0	968 909 852	0	0	0	7 700 000	0	16 514 991 669
46 Ministère de l'Unitarisme du logement et de l'hygiène publique	AE	6 249 189 465	0	16 551 797 898	50 000 000	31 139 140 443	33 510 739 567	0	872 050 748	0	274 743 698	0	88 647 661 820
	CP	6 249 189 465	0	2 129 655 015	50 000 000	30 510 959 072	32 125 139 567	0	872 050 748	0	274 743 698	0	72 211 737 565
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	AE	0	0	0	112 513 655 612	0	0	50 000 000	0	525 081 071	9 999 053	0	113 098 745 736
	CP	0	0	0	11 513 655 612	0	0	50 000 000	0	525 081 071	9 999 053	0	12 098 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	CP	0	0	0	28 921 533 972	371 000 000	0	0	0	114 681 878	4 500 000	0	29 411 715 848
	AE	0	0	0	146 857 376 132	371 000 000	0	0	0	114 681 878	4 500 000	0	147 347 558 008
50 Ministère de l'Éducation Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	361 623 121	43 630 912	615 953 151 088	5 000 000	0	616 383 405 121
	CP	0	0	0	0	0	0	361 623 121	43 630 912	558 945 314 356	5 000 000	0	559 355 568 368
52 Ministère des Sports	CP	0	0	0	290 000 000	0	0	0	37 031 745 251	81 310 222	23 124 601	0	37 426 180 074
	AE	0	0	0	3 890 000 000	0	0	0	70 679 899 489	81 310 222	23 124 601	0	74 674 334 312
53 Ministère de la Culture et de la Communication	AE	0	0	0	0	0	0	0	47 804 722 554	416 412 212	13 566 881	0	48 234 701 647
	CP	0	0	0	0	0	0	0	25 112 407 427	416 412 212	13 566 881	0	25 542 386 520



**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)**

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative			Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	100 000 000						262 318 171 600		1 675 527 829	2 530 628 331		266 624 327 760	
	AE	100 000 000						851 759 060 529		1 675 527 829	3 769 130 861		857 303 709 215	
55 Ministère de la Jeunesse	CP	181 927 660			9 943 983 516			575 390 840	6 232 073 542		31 682 840		16 965 038 438	
	AE	1 277 035 668			88 447 912 295			1 675 390 840	7 988 309 803		31 682 840		99 420 331 446	
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	CP				12 728 821 171	18 948 168 508				49 220 000			31 726 209 677	
	AE				12 728 821 171	38 234 726 390				49 220 000			51 012 767 561	
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	AE									5 646 855 588	88 141 528 305	142 547 856	93 930 931 750	
	CP									2 646 855 588	23 345 119 065	142 547 856	26 134 522 510	
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	CP				28 094 722 973					37 075 099 267	29 668 638		65 199 490 878	
	AE				33 161 848 817					41 581 236 315	29 668 638		74 772 753 770	
60 Charges non Réparties	AE	236 357 108 734			45 107 100 000		934 000 000		1 020 000 000		33 000 000 000		316 418 208 734	
	CP	236 357 108 734			40 607 100 000		934 000 000		1 020 000 000		33 000 000 000		311 918 208 734	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	18 089 156 467			18 139 748 144				1 350 000 000				37 578 904 611	
	AE	41 335 432 199			56 339 748 144				1 350 000 000				99 025 180 343	
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	AE	770 995 321			113 751 920 365					34 483 793	55 352 400		114 612 791 879	
	CP	770 995 321			24 988 695 161					34 483 793	55 352 400		25 849 766 675	
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	AE				144 246 912 096				61 190 000		183 023 682		144 491 125 778	
	CP				22 759 773 378				61 190 000		183 023 682		23 003 987 058	

**DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021**  
**TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)**

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6								
Classification administrative			Classification Fonctionnelle - Division										
Division	01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total	
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	CP	13 576 000	0	0	21 874 427 892	0	0	0	0	498 281 585	0	22 386 285 884	
	AE	13 576 000	0	0	21 874 427 892	0	0	0	0	498 281 585	0	22 386 285 884	
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Aménagement des Territoires	CP	59 016 194 271	0	0	12 814 895 198	21 439 267 713	0	0	0	106 205 556	0	93 378 562 738	
	AE	59 931 461 767	0	0	30 622 695 198	21 439 267 713	0	0	0	106 205 556	0	112 101 630 234	
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	225 093 920	0	0	5 785 289 938	55 016 105 078	46 167 433 263	0	0	156 948 691	0	107 363 870 889	
	AE	225 093 920	0	0	5 785 289 938	257 679 150 635	263 967 429 720	0	0	156 948 691	0	527 826 912 902	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	AE	208 450 000	0	0	7 005 445 282	0	0	0	0	138 278 000	0	8 205 542 328	
	CP	208 450 000	0	0	5 942 971 217	0	0	0	0	138 278 000	0	7 143 068 261	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	340 000 000	0	0	5 207 813	2 731 115 704	0	0	459 272 196 200	120 956 748	0	462 469 476 469	
	CP	340 000 000	0	0	5 207 813	603 489 327	0	0	249 638 793 048	120 956 748	0	250 908 446 934	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	CP	0	0	0	4 457 933 403	0	0	0	0	6 500 000	0	4 467 433 403	
	AE	0	0	0	4 457 933 403	0	0	0	0	6 500 000	0	4 467 433 403	
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	AE	0	0	0	36 213 215 206	0	0	0	0	79 500 574 443	0	115 713 789 649	
	CP	0	0	0	31 213 215 206	0	0	0	0	79 500 574 443	0	110 713 789 649	
TOTAUX :	AE	1 194 203 714 205	319 991 911 428	465 941 863 739	4 985 317 192 718	352 594 400 885	326 736 079 136	868 723 481 626	132 397 371 506	1 131 908 363 361	216 037 927 118	211 497 856	9 994 063 808 582
	CP	1 078 355 348 220	253 623 874 473	213 135 113 929	962 037 422 748	127 888 989 697	82 550 462 682	275 782 602 701	74 300 685 920	857 960 986 428	150 003 015 348	211 497 856	4 075 850 000 000



